Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 20 JANVIER
N°354 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

Couvre- feu au Caire

5 MANIFESTANTS CONTRE LA HAUSSE ASSASSINÉS

De violentes manifestations se sont déroulées mardi au Caire. Plusieurs milliers de manifestants ont défilé dans les rues au cri de «Nasser, Nasser», pour protester contre la politique d'austérité et le nouveau train de hausse annoncé lundi par le gouvernement de Sadate. Les travailleurs égyptiens ont brûlé Sadate en effigie ! Ils se sont affrontés avec les forces de police qui avaient reçu l'ordre de tirer à vue sur eux, les combats ont fait de nombreux blessés et cinq manifestants ont été tués. A la suite de ces affrontements, le couvre-feu a été décrété au Caire.

voir p. 7

Conseil des ministres

FAIRE OUBLIER LES INSULTES DE BONNET AUX VITICULTEURS...

En gare de Narbonne, 250 viticulteurs ont apposé de nombreuses inscriptions sur le train Barcelone-Paris.

«Par décision de l'association des maires, la mairie sera fermée ce matin». Ce petit mot sur la porte des mairies de l'Hérault a indiqué à de nombreuses personnes que quelque chose d'important se passait mercredi 19 janvier pour la viticulture méridionale. En effet, contrairement à ce qui s'est passé depuis deux ans, il n'y a pas eu de grande mobilisation de masse, de rassemblements régionaux. L'action de «commando» d'une centaine de vignerons audois qui ont peint des mots d'ordre hostiles au plan Bentegeac et à l'entrée de la Gréce et de l'Espagne dans le marché commun, le mardi à 21 h 30 dans la gare de Narbonne, n'a pas eu l'écho attendu. Il y a deux ans, Maffre-Baugé et d'autres responsables viticoles multipliaient les déclarations incendiaires, parlant de «clandestinité». Cette fois-ci, l'économie languedocienne ne s'est pas arrêtée de battre pendant 24 h.

Suite p. 5

Le Quotidien du Peuple n'est pas paru hier, en raison de la grève du Livre décidée par solidarité avec les travailleurs du «Parisien Libéré», face au vide des propositions du «Médiateur».

Grève dans le Livre mardi

Les travailleurs du Livre bloquent la diffusion du «Parisien»

LE «PLURALISME» DE LA MAJORITÉ S'ORGANISE

CHIRAC CANDIDAT A LA MAIRIE DE PARIS !

Reçu chez le premier ministre hier, Chirac vient d'apporter à Giscard le plus cinglant démenti à ses propos sur le pluralisme de la majorité qui s'organise : il dirigera en personne les listes RPR aux élections municipales à Paris contre le candidat désigné par le président de la république, d'Ornano... C'est un pas supplémentaire dans le développement des contradictions au sein de la majorité.

S'affirmant ouvertement comme le contre-poids de Giscard dans la majorité, Chirac a déclaré être venu voir Barre «pour s'entretenir des affaires du pays»... Deux jours après sa conférence de «clarification», Giscard se voit ainsi ouvertement contredit, et cette initiative du leader du RPR ne peut qu'en préparer d'autres. Les propos de Chirac sont d'ailleurs explicites : *«J'apporte mon entier soutien à la politique économique du gouvernement, mais je formule les plus expresses réserves sur l'organisation de la majorité».* Qui pourra dire maintenant que la majorité ne souffre que d'une simple crise de croissance, qui pourra prétendre qu'à l'été, tout sera réglé ? Les contradictions entre le RPR et les giscardiens se déroulaient d'une manière feutrée dans les différentes «affaires» De Broglie, Abou Daoud et autres, elles s'exprimaient sur les questions européennes, sur la fermeté, sur la politique dans les entreprises etc...

Aujourd'hui une nouvelle étape est franchie. Chirac monte en première ligne. En essayant d'être maire de Paris, il cherche à devenir aux yeux de la bourgeoisie au pouvoir actuellement l'homme qui s'oppose victorieusement à la gauche, l'homme derrière lequel la bourgeoisie peut se ranger.

Quelle «solution» reste-t-il à Giscard, autre qu'un large redéploiement des cartes, par le biais d'élections anticipées ?

N.D.

Troyes à l'heure du procès de Patrick Henry

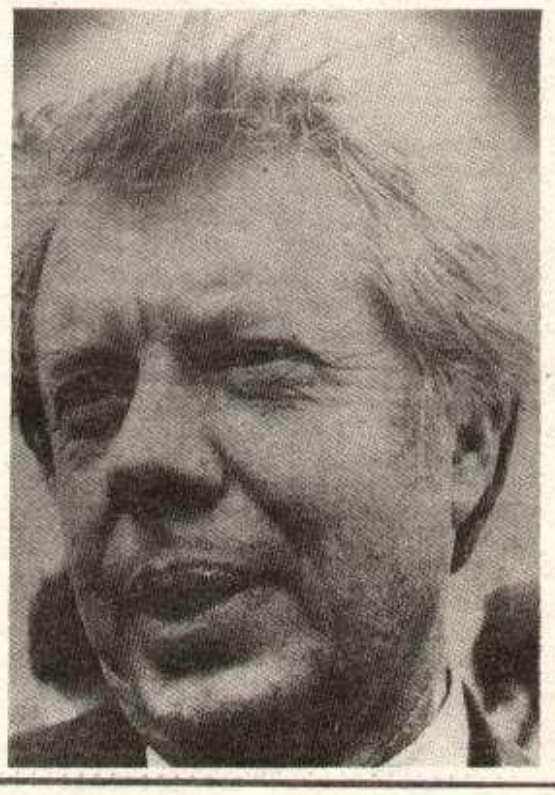
voir p. 6

L'INVESTITURE DE CARTER

au milieu des difficultés de la superpuissance US

C'est aujourd'hui que Carter est officiellement investi président des Etats-Unis.

Un rythme d'inflation parmi les plus élevés de l'histoire des Etats-Unis, le chômage qui frappe officiellement près de sept millions de travailleurs, 20% des travailleurs noirs, jusqu'à 60% des jeunes Noirs tels sont les problèmes auxquels se heurte à l'intérieur la super-puissance US. Les difficultés économiques qui frappent brutalement les travailleurs américains trouvent en grande partie leur source dans les coups portés à la toute puissance américaine dans le monde.



suite p. 7 et voir p. 12

PAYSANS

Le plan Bentejac

comment la safer restructure au profit de la bourgeoisie viticole

«Le plan de rénovation du vignoble du midi» : c'est le lapin que la bourgeoisie sort de son chapeau pour faire face à la crise et restructurer son appareil de production. Dans le midi viticole, cela se traduit par un projet à plusieurs volets afin de tirer de cette région le maximum de rentabilité. Le projet ne date pas d'aujourd'hui : déjà en 1973, Jacques Chirac, qui était alors ministre de l'agriculture, avait élaboré un ***«programme de rénovation de la viticulture méridionale»***, dont les axes définis étaient : ***«la promotion des vins de qualité et l'organisation de groupement de producteurs»***. Prenant la suite, Christian Bonnet veut aller plus loin que le Rapport Chirac de 73 et confie à Yves Bentejac ***«M. Viticulture»***, le soin de lui remettre un rapport qui prépare la ***«reconversion de la viticulture»***.

Ce projet reviendrait à briser la structure viticole qui fait obstacle au développement du négoce (lourdeur et «résistance» de l'appareil coopérativiste traditionnel) et diviser les producteurs des plaines et ceux des coteaux, en accélérant la disparition des petits viticulteurs.

Ceux-ci pourront assumer les conséquences de l'arrachage : emploi de machine à vendanger, irrigation à grande échelle, production sélectionnée dominée par le négoce et une reconversion coûteuse...

De ce projet, qui n'est pas encore publié, on en connait les grandes lignes et surtout les objectifs à atteindre. Ils sont de trois ordres : d'abord faire du littoral, une zone touristique (déjà 1% de terres agricoles vont à l'immobilier), une zone qui draine des capitaux dont la rentabilité est immédiate ; faire ensuite de la plaine, une zone de reconversion vers d'autres cultures, de ***«diversification des cultures»*** (maïs, soja, etc...) : le coût de cette reconversion ne la rendra accessible qu'à une minorité d'exploitants ; enfin, faire du vin, mais avec un ***«vignoble rénové»***, restructuré de telle sorte que seule, encore une fois, une minorité de viticulteurs capitalistes puisse en vivre !

Ce dernier aspect du plan de restructuration du vignoble méditerranéen est promu depuis un certain temps déjà et encouragé par les organismes officiels et par les organisations professionnelles qui collaborent entre eux.

Le SAFER (Société d'Aménagement Foncier de l'Espace Rural) en est un instrument particulièrement efficace. Son rôle consite à ***«régulariser»*** le marché foncier : elle a le droit d'acheter en priorité les terres qui sont mises en vente. C'est le droit de préemption. Cette possibilité lui permet de concentrer les parcelles et de constituer des exploitations rentables qu'elle met à la disposition des producteurs, dont elle ***«reconnait»*** la capacité technique et surtout économique.

Le Crédit Agricole, lui, dirige la restructuration par sa politique de prêts : il ne prête à des taux réduits qu'aux agriculteurs qui sont ainsi «reconnus». Aujourd'hui déjà, le rythme de l'exode est rapide : près de onze exploitations disparaissent chaque jour. Les projets de la bourgeoisie ne feront qu'accélérer ce mouvement.

Dans le Midi viticole, ***«Bonnet la bibine»*** a de fidèles appuis : la bourgeoisie locale que constituent les paysans modernisés. Soucieux de conserver une ***«base»***, le pouvoir organise la production au profit des viticulteurs capitalistes, patrons d'entreprises modernisés, qui sont régulièrement consultés par les technocrates comme Monsieur Viticulture et même visités par le ministre.

Le prototype de ces ***«paysans»*** est président d'une SAFER et a bien sûr, des responsabilités dans le syndicalisme officiel. Son langage est clair : ***«S'il y a une législation contraignante, les gens seront portés davantage à faire de la qualité...»***. Les gens, c'est à dire les quelques viticulteurs ***«valables»*** qui resteront quand les autres auront été éliminés ! La restructuration du vignoble est justifiée par une soi-disant recherche de la qualité : ***«A partir du moment où l'on s'engage vraiment dans une politique de qualité, on s'engage aussi dans une politique de réencépagement... A partir du moment où le réencépagement est poursuivi, il y a arrachage de la vigne et il faut profiter de ces arrachages pour mener une politique de restructuration»***.

L'Etat prend la direction des opérations et définit des plans directeurs. A partir d'une parcelle de référence (celle qui appartient à un viticulteur qui a rénové son vignoble le premier, parce qu'il était au courant), toutes les vignes aux alentours sont alignées sur le même modèle : même écartement entre les ceps, même variété de plan ou variété complémentaire...

La politique de réalignement et de restructuration, aura une conséquence sur la taille moyenne des exploitations viticoles. Ce qui revient à dire que des viticulteurs devront partir pour que les plus rentables puissent se moderniser.

Pour notre président de SAFER modèle, celà ne pose pas de problèmes : ***«Dans l'Hérault, il y a 17 000 exploitants à temps plein ; sur ces 17 000, 55 % ont plus de 55 ans, ce qui veut dire que seulement avec le phénomène de la retraite, dans les dix ans qui viennent, ces gens là, 55 %, vont quitter la viticulture. Il y a 2 000 jeunes de moins de 35 ans, ça veut dire que le taux de renouvellement est de un pour cinq exploitations, donc dans dix ans, beaucoup de terres seront libérées»***.

Ces propos appellent une remarque, c'est qu'il semble que notre paysan technocrate oublie simplement la volonté des enfants d'agriculteurs de vivre au pays en continuant le métier de viticulteur de leurs pères.

Mais peu d'objection de cet ordre troublent l'organisation de la restructuration. ***«Le seul organisme qui peut la faire, c'est la SAFER qui interviendra pour restructurer le vignoble dans le cadre de la diminution «naturelle» du nombre des viticulteurs»***.

Le rachat des terres par la SAFER est bien souvent une source d'injustice, car elle dépossède les vieux viticulteurs sans leur assurer une retraite décente. Par ailleurs, dans la zone de la plaine bittéroise, dans le département de l'Hérault, de grands domaines sont en vente. Les propriétaires, capitalistes avertis, placent leurs capitaux dans des secteurs de l'économie où le taux de profit est plus grand qu'en agriculture. La SAFER a pour objectif de constituer des exploitations non viticoles qui cultiveront du soja ou du maïs. Ceci rentre dans le plan d'arrachage des vignes prévu par le plan Bentejac qui devait être soumis le 19 janvier au gouvernement au cours du conseil des ministres exceptionnel. D'autant plus exceptionnel que les viticulteurs du midi, à l'appel du MIVOC, des CAV, de la CGT et la CFDT ont voulu manifester leur colère contre le gouvernement liquidateur.

N. B.

COMMUNIQUÉ DU «FRONT PAYSAN»

N'I A PRO

«Le film, tourné sur le lieu même des actions (Hérault, Aude), nous explique pourquoi les viticulteurs occitans se sont levés en masse pour s'opposer à leur élimination, pour empêcher que leur pays soit transformé en «bronze-cul de l'Europe» au nom des intérêts du capitalisme communautaire.

Tout au long du film vont se succéder les interventions des viticulteurs, le témoignage d'ouvriers et les scènes d'action et de manifestations qui se sont déroulées dans le Midi viticole en 1975 et 1976.

Parmi ces témoignages, celui d'un vieil ouvrier de la vigne qui a vécu les journées d'insurrection de 1907, celles de 1911 et 1912, situe les combats d'aujourd'hui dans l'histoire des luttes de toute l'Occitanie.

*Depuis 1974, les importations toujours plus massives de vins italiens, vont provoquer la chute des cours du vin du Languedoc. Contre l'élimination qui les menace, les petits et moyens viticulteurs n'ont qu'une solution : **résister**. Le film montre la riposte des viticulteurs regroupés dans les Comités d'Action Viticole (CAV). Certains d'entre eux s'organisent au sein du Mouvement d'Intervention Viticole Occitan (MIVOC) et font une analyse nouvelle de la situation de la viticulture méridionale. Ils vont être amenés à désigner les véritables ennemis : les négociants, les propriétaires fonciers et les «pouvoirs publics». Les vidages de camions de vin importé — qui touchent directement les négociants — se substituent aux classiques «barrages de routes» destinés à faire pression sur les pouvoirs publics.*

Devant la menace de leur élimination, les petits et moyens viticulteurs ont pris conscience de la nécessité d'un combat commun avec la classe ouvrière. A partir de cette même revendication : «Volem viuvre e trabalhar al país» (nous voulons vivre et travailler au pays), les viticulteurs et les ouvriers construisent l'unité populaire pour parvenir au pouvoir des ouvriers et des paysans».

16 mm Couleur location : 500 F
durée : 1 h 20 son optique Caution 5 000 F

«Bonnet la bibine» contre les petits producteurs des Charentes

Bonnet à la rescousse des maisons de Cognac

Otard - Martel - Hennessy, pour les consommateurs ces noms évoquent l'eau de vie produite par la distillation des vins des Charentes de faible degré : le Cognac !

Mais le Cognac n'est pas qu'un de ces produits prestigieux, producteur de devises (80 % de la production est exportée), le Cognac c'est l'exploitation des petits viticulteurs qui sont menacés par la mévente de leur production... En effet, avec l'appui du ministre de l'agriculture Bonnet, les maisons de commerce, ne se sont engagées en 77 que sur l'achat de 40 % de la récolte prétextant la mévente des stocks accumulés les années précédentes.

La surproduction, qui fait dire à Bonnet qu'il faut éliminer les petits producteurs qui ont étendu leur plantation de vigne, les maisons de commerce du Coganc en sont grandement responsables.

Du fait de l'intégration, les producteurs de Cognac dépendent entièrement des maisons de commerce car elles ont le monopole de la commercialisation. De plus, la modernisation de la production de vin, la nécessité de planter des vignes nouvelles en cépages sélectionnés, ont provoqué chez les producteurs un endettement auprès du Crédit Agricole. D'autre part, les maisons de commerce ont leurs propres plantations travaillées par des ouvriers agricoles (souvent des travailleurs immigrés) sous la conduite d'un régisseur. Bien sûr, l'écoulement de cette production est ***«prioritaire»*** de même que celle des particuliers qui pour tourner la loi contre le cumul des terres leur servent de prête-nom !

Les paysans savent bien que ce sont là avec le pouvoir capitaliste leur véritables adversaires et des actions déterminées ont eu lieu. Cet été par exemple, plusieurs centaines de ceps ont été coupés dans les vignes des maisons de commerce...

Les viticulteurs charentais ont pris contact avec ceux du Languedoc-Roussillon, les Paysans-Travailleurs ont invité les viticulteurs du midi à venir expliquer leurs problèmes à ceux de la région de Cognac car tous sont victimes de la même crise : contre «Bonnet la bibine», le pouvoir et les négociants, les petits producteurs viticoles avancent dans l'unité !

B.PELO

ASSEMBLÉE DU CNPF

LA SECURITE SOCIALE TOTALEMENT REMISE EN CAUSE

Cinq cent trente-cinq patrons se sont réunis mardi à Paris à l'occasion de l'assemblée annuelle du CNPF. Délaissant les considérations générales sur le plan Barre et sur l'optimisme mesuré qu'il suscite, ils ont formulé un certain nombre de propositions qui toutes favorisent le financement des entreprises, par l'allègement des charges ou la relance des investissements.

Le rapport présenté par Caplain, PDG de la compagnie financière de Suez, évoque la possibilité pour l'Etat, d'accorder aux entreprises des prêts à 6,5 %, *«puisque l'objectif est de limiter la hausse des prix à 6,5 %»*. Cette proposition n'est pas une idée lancée en l'air puisque la CGE vient officiellement de faire savoir sa demande d'un prêt de 25 milliards, une bagatelle, pour ses investissements. La ficelle est un peu grosse, car qui peut sérieusement penser que l'inflation se limitera à 6,5 % par an dans les dix années à venir ? Le premier ministre peut-être, puisqu'il parait qu'il n'est pas hostile à cette proposition, pourtant contradictoire au déroulement de son plan. La question de cet «emprunt» a dû être largement discutée par les patrons dans les couloirs de l'assemblée, même s'ils n'ont pas jugé utile de trop l'ébruiter.

Un rapport était particulièrement attendu, celui de Yvon Chotard, vice-président du CNPF, sur la réforme de la Sécurité Sociale. Le fil conducteur de ce rapport est que les entreprises ont besoin d'argent et que par conséquent elles ne doivent pas financer un certain nombre de dépenses sociales.

Ainsi les accidents de trajet, qui soi-disant ne sont pas de la responsabilité des entreprises, devraient être supportés par «une assurance personnelle ou collective des travailleurs». Assimiler le temps de transport au travail à de simples déplacements personnels, voilà la réalité de la proposition patronale, remettant ainsi en cause un acquis des travailleurs. Mais il n'y a pas que cela : selon le CNPF, la part des employeurs versée à la Sécurité Sociale ne doit plus servir à financer les prestations familiales, les assurances vieillesse, les frais d'hôpitaux. C'est l'Etat qui doit en prendre la charge, et comment le pourrait-il dans les circonstances actuelles sinon en augmentant les impôts ? Il n'y a qu'une chose que les patrons veulent à tout prix maintenir : le ticket modérateur ; et pourquoi ? *«parce que c'est une véritable dissuasion de l'irresponsabilité actuelle»*. Le CNPF reprend à nouveau le vieux thème de l'absentéisme dû à la fénéantise des travailleurs.

Quant à l'emploi, on en parle chez les patrons. C'est même soi-disant une des préoccupations majeures, principalement en ce qui concerne l'emploi des jeunes. Mais la «solution» proposée, un colloque !!), a déjà été rejetée par les organisations syndicales.

Ces différentes propositions du CNPF ne sont pas que de simples hypothèses. Malgré ces déclarations de fermeté et d'autorité, la situation délicate du pouvoir actuel le met en position de faiblesse pour résister aux pressions patronales. On l'a vu à propos des investissements. Les flatteries de Ceyrac («les jours les plus durs sont peut-être derrière nous») peuvent préparer un nouveau recul de Barre face aux patrons.

N.D

Dans la presse après la conférence de Giscard

Dans le flou de la conférence de presse de Giscard, tout le monde a pu retirer ce qui l'intéressait, des Républicains Indépendants au PCF. Chinaud, des RI, se félicite du *«langage de clarté du président»*, et Marchais voit dans les propos de Giscard la confirmation de l'analyse du PCF : la majorité n'est divisée que sur l'organisation et pas sur le fond politique. C'est vrai puisque Giscard lui-même l'a dit, telle est l'argumentation du secrétaire du PCF.

Entre les deux, on peut retenir les commentaires du CDS : petit parti de la majorité dirigé par Lecanuet, le CDS constate avec plaisir que Giscard n'entend pas favorisé tel ou tel parti de sa «majorité» ; c'est un moyen de faire son trou entre le RPR et les RI ! Claude Estier, du PS, est *«resté sur sa faim»* : peut-être attendait-il des avances plus nettes de Giscard en direction des socialistes...?

Les commentaires de la presse au lendemain de la conférence expriment un peu mieux ce que les états-majors politiques pensent sans le dire ouvertement. «Le Figaro» s'extasie devant la *«confiance»* affichée par Giscard, et se demande d'où peut venir un tel optimisme. Par la plume de d'Ormesson, «Le Figaro» constate deux choses : d'une part que Giscard ferait un bon journaliste, puisqu'il a le sens des formules (sous-entendu est-ce que ça suffit à faire un bon président) et d'autre part *«qu'à aucun moment, il ne donne l'impression de donner des coups décisifs à l'adversaire»* (sous-entendu le PS). De manière apparemment contradictoire, «Le Quotidien de Paris», proche des socialistes, a cru déceler dans les propos de Giscard des *«accents de chef d'Etat» «qui permettent d'envisager l'avenir sans trop de crainte pour la paix civile»*. Giscard président flanqué d'une majorité différente de celle d'aujourd'hui, c'est-à-dire avec le PS, c'est l'hypothèse qu'entrevoit «Le Quotidien de Paris».

LE PLAN BARRE ET LA CRISE -8-

- La stratégie de Barre (suite)

Après avoir examiné la situation économique, peu brillante, nous avons commencé à analyser les éléments de la stratégie du plan Barre en décrivant les réformes de structures projetées (concurrence, interventions économiques de l'Etat et «blocages structurels»). Aujourd'hui nous commençons à analyser les objectifs de cette stratégie.

Assainir pour permettre la restructuration

Pour rendre possible la réalisation des projets de restructuration que nous avons évoqués hier, la bourgeoisie doit créer des conditions favorables. Ces conditions sont au nombre de trois :

- faire taire les résistances de la classe ouvrière à cette restructuration
- faciliter l'élimination des fractions périmée du capital
- mobiliser les ressources financières nécessaires à la réalisation de la restructuration.

Réunir ces conditions, c'est ce que Barre appelle assainir le fonctionnement de l'économie française. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la «lutte contre l'inflation». Cette dernière nuit à la compétitivité de l'économie française sur les marchés extérieurs. Cela est bien connu. Mais l'inflation constitue également un ballon d'oxygène pour les entreprises «marginales» car elles peuvent sauvegarder un minimum de rentabilité grâce à la fuite en avant des prix. En retour, la survie de ces entreprises, le manque d'adaptation au contexte international actuel favorise le développement de l'inflation. Les «réformes de structures» que nous avons examinées précédemment vise à rompre ce cercle vicieux.

la crise accoucheuse des «mutations»

Les réformes visant à favoriser la concurrence n'ont pas pour but d'empêcher la formation de monopoles, bien au contraire. Il s'agit en fait de permettre à la crise de faire son travail de «nettoyage» des structures économiques, car comme le disait avec satisfaction un grand patron «la crise est l'accoucheuse des mutations». En effet, nombre d'entreprises se constituent des marchés protégés grâce à des combines, des pots de vin ou tout simplement par entente avec des concurrents pour un partage des marchés. Ces barrières protectrices mettent ces entreprises partiellement hors d'atteinte de la crise. Rétablir la concurrence est le plus sûr moyen de les éliminer en douceur, par les «lois invisibles» du marché. Voilà comment le renforcement de la concurrence (thème cher aux libéraux) qui est apparemment l'ennemi des monopoles, débouche sur le renforcement des monopoles par l'élimination des marginaux, pour le plus grand bien des intérêts d'ensemble de l'impérialisme français. *«Nous ne tiendrons pas longtemps à bout de bras des structures industrielles basées sur l'énergie à bon marché»* déclarait récemment un dirigeant de Paribas.

Réaliser une restructuration profonde de l'économie coûte cher. Cela suppose que soit judicieusement employé le profit extorqué aux travailleurs. Pour y parvenir, la bourgeoisie doit éviter qu'une part importante de ce profit aille se perdre dans des emplois improductifs. Les tentatives de taxe sur les plus-values, les projets bourgeois d'impôt sur la fortune, l'élimination d'une certaine «inégalité sociale» (celle qui débouche sur un détournement du profit hors de la production), tout cela s'explique par cette volonté de financer la restructuration et en aucune façon par un quelconque souci de justice sociale : renforcer l'impérialisme français ne peut qu'affermir l'injustice qui est à la base même du capitalisme !

(à suivre)

Michel FLORAC

Réélu en Aquitaine :

DES VOIX DE GAUCHE POUR CHABAN

Chaban-Delmas a été réélu mardi, à la présidence du conseil régional d'Aquitaine par 41 voix contre 32 au socialiste Labarrère. Député-maire de Bordeaux, candidat à la présidence de la République en 74, Chaban-Delmas est resté depuis deux ans dans une semi-retraite politique au niveau national, mais il n'a pas relâché son activité en Aquitaine et à Bordeaux. Député UDR, opposé à Chirac, il ne s'est pas déplacé aux assises du RPR à Paris, pour marquer son désaccord.

La façon dont il a assuré sa réélection est significative de son orientation politique actuelle. Le scrutin était prévu très serré, d'après les pointages effectués avant le vote, on avançait le score de 39 voix contre 35, sur la base des étiquettes politiques. Le score supérieur réalisé par Chaban-Delmas indique que des élus de gauche ont voté pour lui, probablement des radicaux de gauche.

Chaban-Delmas qui s'est déclaré favorable à l'élection au suffrage universel des assemblées régionales et à l'extension de leur pouvoir, mise sur sa position en Aquitaine pour revenir au premier plan au niveau national. Il ménage pour cela des «passerelles» avec les radicaux de gauche et les socialistes qui peuvent lui permettre le moment venu d'être appelé à de nouvelles responsabilités nationales en cas de coalition gouvernementale R.I., centristes, PS.

o Le Conseil des ministres a évoqué hier le problème du téléphone. En 1982, il devrait y avoir 20 millions de lignes. Dans ce but, 25 milliards de francs seront débloqués. En 1977, il est prévu d'installer 11 000 cabines et de mettre en service 1,7 millions de lignes en ville, et 137 000 à la campagne.

POLITIQUE

CONTRE LA POLITIQUE A L'ENTREPRISE
Un sondage en préparation

Lors de sa conférence de presse, Giscard avait vaguement parlé d'une «initiative» permettant aux Français de s'exprimer sur le problème de la politique à l'entreprise. Cette initiative se précise aujourd'hui : il s'agirait de confier à un institut spécialisé un sondage sur cette question. Outre le fait qu'un sondage d'opinion est une bien piètre manière de clarifier la situation, cette initiative peut être lourde de conséquences : les conclusions d'un sondage dépendent des questions posées, de l'échantillon de personnes choisies, de la manière dont sont traitées les réponses. Déterminer une politique ou des réformes quelconques à partir d'un sondage, c'est parodier la démocratie pour prendre des mesures réactionnaires. Se servir de tels expédients montre bien à quel point de blocage est parvenu le pouvoir giscardien.

Autre application de la «démocratie française» selon Giscard : le 1er février, il sera face à 70 téléspectatuers choisis là encore par un institut de sondage pour participer aux dossiers de l'écran.

PONIATOWSKI A LYON :
• DISCOURS DEVANT LES CRS
• SOUTIEN A COLOMB

Mardi matin, le parc de la Tête d'Or à Lyon était peuplé par une bien curieuse faune : képis et uniformes au détour de chaque allée du parc, habituellement désert en cette saison.

Non loin de là, devant le Palais des Congrès, Poniatowski, ministre de la police se livrait à une petite cérémonie avec les CRS : le transfert du drapeau des CRS dont la garde revient cette année à la compagnie de Lyon. Il prononça une allocution en l'honneur des CRS dont *«le dévouement est unanimement reconnu»* et dont *«la rigueur n'est déplorée que par ceux qui veulent porter atteinte aux lois de la République»*, et précisa la réforme entreprise pour *«permettre aux officiers de CRS d'accéder au plus haut grade tout en conservant leur fonction»*

Au cours du vin d'honneur suivant, Colomb ne quittait plus Poniatowski, ils devaient déjeuner ensemble. A l'issue du déjeuner, Poniatowski annonçait que les R.I. soutiendraient la liste de Colomb, le maire actuel, successeur de Pradel et concurrent de Soustelle. Ce dernier, mécontent de cette décision envisage de rechercher le soutien du RPR, mais de toute façon n'entend pas retirer sa candidature. Il se confirme donc qu'il y aura deux listes de la majorité à Lyon, alors que le PS et le PCF sont parvenus à un accord.

Réforme de structure de la police nationale

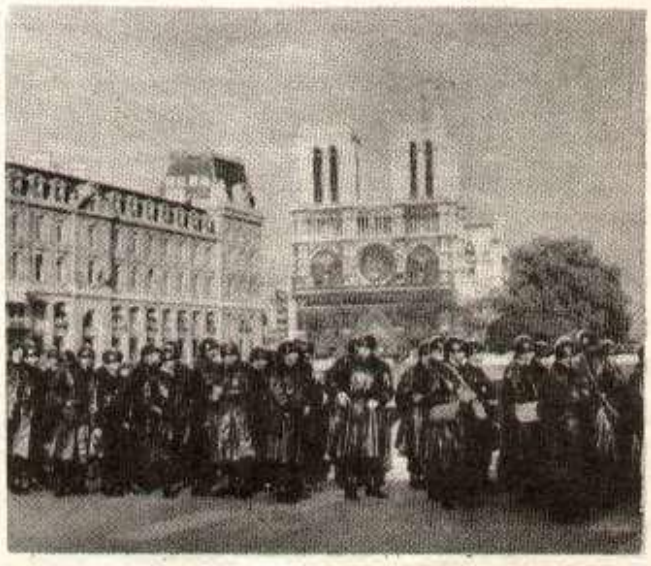
LES COUDÉES FRANCHES POUR LES CRS

Aux premiers jours de l'année, les fonctionnaires de police apprenaient par lettre de Poniatowski, leur ministre, une série de mesures indiciaires accompagnées d'une réforme de structure de la police qui se révèle à la réflexion extrêmement dangereuse.

On se souvient que les policiers au cours du quatrième trimestre avaient manifesté à plusieurs reprises pour demander de n'être pas désavantagés sur la plan des rémunérations par rapport au personnel des armées et en particulier la gendarmerie. Le ministère de l'intérieur leur a en partie, donné satisfaction, mais à cette occasion il a introduit une importante réforme de structure de la police nationale.

La plupart des syndicats de police dont le plus important est la FASP, plus ou moins satisfaits du relèvement indiciaire en sont restés là. La CFDT, la CGT et la CFTC police, par contre organisaient mardi une conférence de presse pour attirer l'attention sur les dangers de cette réforme.

Elle aura pour effet principalement d'accorder le statut d'officier de police judiciaire aux commandants, principaux, officiers et inspecteurs. Ainsi, les unités de CRS auront à leur tête des officiers de police judiciaire. Actuellement, les compagnies de CRS lorsqu'elles interviennent sont placées sous la direction d'un officier de police judiciaire du lieu d'intervention, ce peut être un gendarme, un commissaire ou le maire. C'est lui qui donne l'ordre de faire les sommations et ordonne ou non l'intervention. Avec la réforme, les unités de CRS seront sous l'entière direction de leur commandant qui pourra librement intervenir quand il voudra et comme il voudra, sans aucun contrôle. Théoriquement la qualité d'OPJ ne serait accordée aux officiers que pour les tâches relevant de la circulation, mais à partir du moment où ils seront OPJ pour la circulation, pourquoi ne le seraient-ils pas pour le maintien de l'ordre ? Les CRS étant des unités mobiles à compétence nationale, la réforme pourra permettre aux préfets de faire intervenir une compagnie de CRS n'importe où, sans contrôle des autorités locales. Certes, le système actuel n'empêche pas les CRS d'expulser et de réprimer les travailleurs en lutte avec la plus grande brutalité, mais la réforme que veut introduire Poniatowski laissera une plus grande latitude au pouvoir pour faire intervenir à tout moment ses mercenaires, sans entrave d'aucune sorte. C'est une simplification des rouages de la machine de répression qui vise directement à réprimer plus facilement les luttes, dans une période où le pouvoir, miné par la crise politique redoute un regain des luttes populaires.



FOUILLE DES VÉHICULES
Poniatowski revient à la charge

Après l'avis du Conseil constitutionnel déclarant contraire à la Constitution la loi sur la fouille des véhicules, Poniatowski revient à la charge. Il a déclaré mardi à Lyon qu'il allait déposer un nouveau projet tenant compte des observations du Conseil Constitutionnel. Il a tenté de justifier cet acharnement au nom de la lutte contre les attentats. Le nouveau projet de loi pourrait donc limiter plus strictement que le précédent les possibilités légales de procéder à la fouille des véhicules, par exemple en ne l'autorisant qu'en cas d'attentat, dans un périmètre délimité. Des limites qui n'empêcheraient pas, si la loi est votée, les policiers de procéder comme bon leur semble.

PAYSANS

LES VITICULTEURS SE MOBILISENT CONTRE LE PLAN BENTEGEAC

Depuis plusieurs mois, Giscard et son gouvernement laissaient courir le bruit d'une éventuelle tenue du Conseil des Ministres à Montpellier pour discuter du plan Bentegeac, l'accepter ou le refuser. Le jour J est arrivé, mercredi 19 janvier, et il n'est plus question d'envisager une telle eventualité. C'est que, depuis janvier 76, date de la remise du rapport Bentegeac à Bonnet, ministre de l'agriculture, de nombreuses réactions hostiles se sont manifestées après la publication du passage-clef de ce rapport dans l'hebdomadaire du Languedoc-Roussillon, «Sud». Le très officiel «Midi-Libre» du mardi 18 janvier, sombre dans le doute : «Il est peu vraisemblable que Christian Bonnet reprenne intégralement à son compte les suggestions de M. Bentegeac... La montagne «Bentegeac» va-t-elle accoucher d'une souris ?»

QUELLES SONT CES SUGGESTIONS DE M. BENTEGEAC ?

Dans la droite ligne du «qu'ils crèvent...» de Bonnet, en s'adressant aux producteurs de «bibine», Bentegeac propose de «reconvertir», c'est-à-dire d'arracher quelques 65 000 hectares de vignes qui «pissent» le vin à plus de 100 hectos à l'hectare. Qu'est-ce que cela entraîne pour l'avenir des viticulteurs ? «Pour les trois quarts d'entre nous, c'est la politique de qualité et union des caves coopératives en groupements de producteurs afin de mieux vendre. Pour le dernier quart : reconversion en maïs, soja ou autres céréales» comme l'a résumé Jean Huillet, porte-parole du MIVOC à l'hebdomaire «Sud». Le peu de chance de réussite du plan Bentegeac tient à plusieurs faits : il élimine environ 1/5 du vignoble du Midi viticole. 81,5 % des exploitations à dominante viticole ont moins de 10 hectares. Il est donc évident que cette reconversion va éliminer beaucoup de petits viticulteurs.

De plus, pour qu'une reconversion en maïs, par exemple, puisse se faire, il faut que chaque exploitation fasse entre 50 et 60 hectares. A titre indicatif, en 75, seul 1,2 % des exploitations à dominante viticole de l'Aude, de l'Hérault, des Pyrénées Orientales et du Gard dépasse les 50 hectares. Le plan Bentegeac ferait disparaître 15 000 exploitations, ce qui fait dire à Huillet : *«Reconvertir signifie inévitablement désertifier»*. Donc, contrairement à ce que peut laisser croire Bonnet, ce ne serait pas que les grandes propriétés qui seront touchées, mais aussi et surtout toutes les petites, incapables de se reconvertir.

RECONVERSION : CONDAMNATION DES PETITES EXPLOITATIONS

Dans un second temps, les six millions d'hectolitres éliminés du marché national par le biais de la reconversion, seraient remplacés par du vin d'importation italienne à bas prix. La quantité des vins importés à des prix défiants toute concurrence obligerait alors les viticulteurs français à rentabiliser toujours plus leur exploitation. A ce jeu-là, on sait déjà qui sont les premiers perdants : les petits et moyens viticulteurs. Dans ce coup de hâche de Bentegeac, trop de viticulteurs, en plus des petits risquent d'être touchés de plein fouet et de se retourner définitivement contre le gouvernement Giscard-Barre. Ceci d'autant plus qu'aucune production de reconversion n'est crédible, à l'heure actuelle, en dehors du maïs et de ses conséquences. Pour le soja, il faudra que l'Europe ait le courage et la force d'affronter le bulldozer américain qui a le monopole du marché mondial ; pour le reste, Michel Romain, porte-parole du CRAV (Comité Régional d'Action Viticole), ne se fait aucune illusion : *«Toute reconversion constitue une condamnation à mort des petites exploitations»*. Du côté des viticulteurs, seuls, les grands domaines reconvertis pourraient s'en sortir, mais ils devraient alors accepter une diminution de leurs revenus, car aucune production céréalière ne rapporte plus que la vigne sur le même nombre d'hectares. Du côté des négociants, une phrase de Bentegeac résonne encore dans leurs oreilles : *«Je propose que la viticulture s'organise pour résister au négoce»*.

Le regroupement des caves coopératives devrait aller dans ce sens. C'est la mort des petits négociants : *«Les petits négociants ne m'ont pas attendu pour disparaître. Et à la vitesse V»*, précisait Bentegeac à un journaliste de «Sud». Ils étaient les victimes de la concurrence entre capitalistes d'où les trusts, Société des Vins de France et autre Ramel, sortent vainqueurs. Comme tant d'autres plans de reconversion, celui de Bentegeac n'a pas plus de crédibilité car le problème de la viticulture ne peut pas être traité indépendamment du contexte européen. La faiblesse de l'impérialisme français à l'heure du gouvernement Giscard-Barre le rend incapable de régler les problèmes de l'Europe verte. Les autres bourgeoisies européennes, dirigées par l'Allemagne imposent un plan de restructuration de la viticulture du Languedoc-Roussillon, auquel le gouvernement Giscard-Barre doit se soumettre. Mais les consultations lundi 17 des négociants, mardi 18 des responsables syndicaux de la viticulture et surtout les rassemblements de viticulteurs en colère mercredi 19 janvier devant les mairies, accompagnés d'un télégramme de protestation au conseil des ministres obligera le gouvernement à temporiser dans l'application du plan Bentegeac.

LUTTES OUVRIÈRES

RIGAULT (TOURS)

DANS LEUR 9e SEMAINE DE GRÈVE

LES TRAVAILLEURS VEULENT ÉLARGIR LA LUTTE

Les travailleurs de l'entreprise Rigault à Tours ont entamé leur neuvième semaine de grève. Dans cette petite boite de construction métallique, le patron voudrait imposer aux 205 ouvriers et employés une réduction des avantages acquis et n'hésite pas pour cela à remettre en cause certains accords signés. Les revendications des grévistes portent sur l'augmentation des bas salaires, le 13e mois intégral, le maintien des acquis remis en cause à la suite d'une réduction d'horaires. De plus, les grévistes protestent contre le fait qu'une partie de la boite disparaitrait sous sa forme actuelle pour se transformer en SARL, ce qui entrainerait le licenciement de 38 personnes.

A part la répression et l'intimidation, le patron fait la sourde oreille aux revendications des travailleurs. Sa préoccupation principale dans la dernière période a été de faire venir des huissiers pour constater de soi-disantes «atteintes à la liberté du travail», et trainer les grévistes devant le tribunal des référés.

La popularisation se développe : deux galas de soutien ont déjà eu lieu et un gros travail d'information a été engagé en direction des autres boites du coin. Diverses autres initiatives sont prévues, comme par exemple de représentations théâtrales proposées par une troupe progressiste de Tours.

Le problème que se posent les travailleurs et leur section CFDT, c'est d'élargir la lutte en prenant le conflit Rigault comme support. C'est dans ce sens qu'est orienté tout le travail de popularisation. La grande combativité et la solidarité dont font preuve les grévistes de Rigault, sont une bonne base pour cet élargissement de la lutte contre des patrons de combat, applicateurs zélés du plan Barre.

DES LICENCIEMENTS PAR CENTAINES DANS LA BONNETERIE TROYENNE

C'EN EST ASSEZ !

N'est-ce pas Giscard d'Estaing en personne qui affirmait dans une déclaration radio-diffusée en novembre dernier à propos de la crise grave qui affecte l'industrie textile : *«Actuellement, les horaires ont repris et même l'embauche a repris dans le secteur de la bonneterie, dans la région de Troyes».* Quel cynisme ! La grossièreté de ces mensonges s'est étalée avec plus de netteté encore dans les semaines qui ont suivi puisque, après les propos élyséens, 330 licenciements ont été annoncés au cours du mois de décembre 76 dans la bonneterie troyenne !

Comme le déclarait récemment le comité de coordination des syndicats CGT du textile de Troyes et l'agglomération qui appelait, mardi dernier, l'ensemble des travailleurs troyens à quatre heures de grève : *«Dans la région troyenne, on comptabilise plusieurs centaines de suppressions d'emplois dont environ 200 licenciements pour «raison économique» avec trois fermetures d'entreprises (Prouvost-Masurel, Bugis, Bas Minuit) entre les congés 76 et la fin de l'année».*

Depuis, la situation déjà précaire dans nombre d'entreprises du textile, n'a fait que s'assombrir : 300 licenciements sont prévus ; FRAFOR va fermer ses ateliers de Clérey et Montiéramey (60 suppressions d'emplois), un minimum de dix licenciements risque d'affecter prochainement l'usine Souchet ; quant au dépôt de bilan de l'usine Jocay, il jette à la rue une vingtaine de travailleurs.

Et comme pour ajouter une ultime note noire à ce sinistre bilan, l'une des plus grosses entreprises de bonneterie, Kasse, ferme ses portes et licencie 240 personnes ! Les quatre heures de grève générale mardi dernier, dans la bonneterie troyenne, sont venues prouver que les travailleurs entendent réaliser l'unité de lutte la plus large pour porter ensemble un coup d'arrêt à cette vague sans précédent du chômage !

• CÂBLES DE LYON : HALTE A LA RÉPRESSION ANTI SYNDICALE : ***Un délégué CFDT de l'usine de Lyon des Câbles de Lyon, est menacé de licenciement pour avoir posé une affiche, «diffamatoire» pour la direction. Cette affiche demandait à ne pas participer à l'arrosage des «25 ans» de «travail» pour un chef.***

Les deux autres délégués CFDT sont mis à pied, et des diffuseurs d'un tract qui reprenaient le texte d'une affiche, ont reçu un avertissement. Cette répression intervient après la suppression des heures de délégation du comité Hygiène et Sécurité. On peut voir que le directeur des Câbles, qui est le chef des relations sociales de la chambre de commerce de Lyon suit à la lettre les consignes de Beullac.

Le CE se tiendra vendredi pour statuer. La CGT et la CFDT vont appeler à une demi-heure de débrayage vendredi pendant le CE.

Correspondant Lyon

Les travailleurs du livre bloquent la diffusion du «Parisien»

Il n'y avait pas de journaux dans les kiosques hier. Le mot d'ordre lancé par le Syndicat du Livre a été, comme d'habitude, massivement suivi. Pour une fois, même le torchon intitulé «Parisien Libéré» n'est pratiquement pas paru non plus, alors qu'à l'habitude, lors des journées de grève, il est le seul à paraître, dans la mesure où il est fabriqué à St Ouen par des jaunes de FO et sous la protection permanente des flics.

Pourtant, mardi soir, la mobilisation importante des travailleurs du Livre a empêché le «Parisien» de sortir. Dès 10 h, des équipes se rendaient dans toutes les gares et interceptaient les paquets à destination de la province. Vers minuit, une foule évaluée à plusieurs milliers de personnes se rassemblait à St Ouen et encerclait complètement l'imprimerie. Dans toutes les rues permettant de sortir, des groupes de 2 à 300 manifestants bloquaient le passage. Cette action durait jusqu'à 5 h du matin et recevait le soutien de nombreux travailleurs qui s'y joignaient.

A partir de 5 h, les équipes se formaient pour faire le tour des kiosques et intercepter les quelques exemplaires du torchon qui pouvaient s'y trouver. C'est au cours d'une de ces interventions que des affrontements se sont produits avec la police, et une vingtaine d'interpellations ont été opérées par les flics à Marcadet.

Cette mobilisation fait suite à une période où les questions ont été nombreuses, où les travailleurs de la Presse ont mal compris pourquoi on ne les appelait pas à faire grève avec leurs camarades du Labeur pour soutenir les grévistes d'Hélio-Cachan par exemple.

En tout cas, le «Parisien» n'est pratiquement pas paru.

Hier au soir, des travailleurs arrêtés par la police n'avaient toujours pas été relâchés.

MONIN ORDURES SERVICE (LYON)

LES CHARGEURS «PARTICIPENT» AU CONSEIL DE LA COURLY

Lundi soir, les ouvriers de Monin Ordures Service sont intervenus à près d'une centaine à la séance publique du Conseil de la Courly, dans ses luxueux locaux de la Part-Dieu. En effet, c'est la Courly qui a demandé à Monin de faire ramasser les ordures dans certains quartiers. De plus, la CFDT, dans le cadre de la lutte pour la réintégration des chargeurs, réclame aussi la municipalisation de ce service, ce qui donnerait incontestablement des avantages du point de vue conditions de travail et salaires aux ouvriers de MOS.

Après des interventions des conseillers de gauche, PC et PS, Colomb, le président de la Courly, entamait l'ordre du jour sans qu'aucune décision n'ait été prise quant aux ouvriers de Monin. Alors les travailleurs, scandant des mots d'ordre, empêchèrent les conseillers de poursuivre la séance. C'est aux cris de *«Monin, non aux licenciements !»* que la séance fut levée. Mais quelques minutes plus tard, Colomb revint pour annoncer que la commission des travaux se réunirait dans les 48 h pour examiner la question de l'entreprise Monin.

Sur la base de cette victoire, bien qu'encore limitée, mais acquise par la mobilisation des chargeurs de MOS, les ouvriers quittèrent la salle en réaffirmant leur détermination : *«Monin, non aux licenciements !»*

Rendez-vous fut donné pour mardi soir pour la conciliation prud'hommale.

La victoire totale est difficile à obtenir, mais les ouvriers de MOS ne désarment pas.

La situation d'ailleurs n'est pas très bonne pour Monin : vu les cadences qu'il imposait à ses chargeurs, et que les travailleurs intérimaires n'arrivent pas à suivre, il est obligé mettre cinq ou six personnes par camion, au lieu de quatre, sans que pour autant le travail soit bien fait.

Mardi soir, les ouvriers de Monin Ordures Services se retrouvaient à nouveau, aussi nombreux que la veille, pour la conciliation prud'hommale, demandée par la CFDT. La présence importante des travailleurs de MOS a pesé et a permis d'accélérer la procédure judiciaire : «Le Conseil des Prud'hommes ordonne une instruction pour le 4 février à 17 h pour savoir s'il est ou non exact que les salariés ont refusé de travailler les 27 et 28 décembre au-delà de 12 h».

Or, les ouvriers possèdent la preuve que la faute grave invoquée par le patron n'est qu'un prétexte : le fait que certains ouvriers licenciés étaient pour différentes raisons (maladie, vacances, heures de délégation syndicale), absents ce jour-là, les carnets de pointage des travailleurs présents qui marquent comme horaire 6 h 14 h et parfois même plus. La procédure judiciaire doit donc amener à démontrer que cette «faute grave individuelle», reprochée à tous les chargeurs n'est qu'un faux prétexte, et qu'il ne peut donc être possible de licencier individuellement 130 ouvriers pour cette raison. C'est-à-dire que la raison du patron est autre. Mais bien que la procédure ait été accélérée, par la mobilisation des ouvriers de Monin, le 4 février est encore loin, d'autant plus que depuis le 28 décembre les ouvriers sont sans ressources financières, qu'ils n'ont pas touché leur prime de fin d'année. De plus ceux qui habitent à Villeurbanne, près du siège de l'entreprise, sont constamment inquiétés par la police. Ils sont contrôlés, suivis, etc...

Après ces premiers succès, la question qui se pose est «comment poursuivre la mobilisation pour augmenter sans cesse le rapport de force».

Corres. Lyon

PAYSANS

Faire oublier les insultes de Bonnet aux viticulteurs...

Suite de la une

Certains viticulteurs sont allés à la mairie du village signer le texte du télégramme envoyé par les maires à Giscard. Pas tout. Comme le disait l'un d'eux, qui a aujourd'hui dépassé la cinquantaine : «Depuis deux ans, ils veulent nous éliminer, maintenant ils sortent le plan Bentegeac. Ce n'est pas en allant signer des télégrammes à la mairie qu'on imposera la solution à nos problèmes».

NE PAS HEURTER LE MÉCONTENTEMENT DES VITICULTEURS

Aucune mobilisation de grande ampleur, aucune grosse vague ne viennent troubler cette saison ou chacun prépare sa vigne pour la prochaine récolte. Pourtant, le plan Bentegeac ne sera pas appliqué dans toute sa rigueur. La veille, Christian Bonnet a indiqué que les mesures gouvernementales tiendraient compte de trois facteurs :

- le plan Bentegeac,
- les revendications des viticulteurs,
- les préoccupations des élus locaux.

Le troisième facteur montre bien la volonté de Giscard-Barre d'essayer de stopper l'hémorragie qui leur fait perdre de plus en plus de voix. Il faut colmater les plaies avant les municipales.

Les très réactionnaire «Midi Libre» se prépare déjà à enterrer le plan Bentegeac : «L'occasion fournie par le plan Bentegeac sera-t-elle donc gâchée ?» se lamente le journaliste de service qui lui trouvait au moins le mérite «d'aborder réellement le fond du problème viticole». Et, c'est de «source bien informée» que le même journaliste exhume le «plan de rénovation de Jacques Chirac» annoncé en 73, c'est à dire le développement de la politique de qualité passant par l'accélération de la restructuration du vignoble, le réencépagement, l'aide publique aux groupements de producteurs, la vinification et la commercialisation. Plus question d'imposer l'arrachage de 65 ou 100 milles hectares, mais une incitation au volontariat par une augmentation de la prime de reconversion au rythme souhaité de deux milles hectares par an. Il s'agit de faire oublier le «qu'ils crèvent» de Bonnet. Non pas que cette volonté d'éliminer une partie des viticulteurs soit abandonnée, mais au contraire pour y parvenir sans heurter de front le mécontement des viticulteurs.

UNE INTENSE RÉFLEXION

Giscard, Barre et consorts savent bien que derrière le calme apparent de cette journée, se cache une colère accumulée. Mais, au-delà de la colère, c'est un bilan de plusieurs années de lutte que les viticulteurs commencent à faire. S'il n'y a pas de barrages, de banderolles déployées, de discours enflammés, il ne faut pas pour autant en conclure que les viticulteurs se laisseront enterrer sans réagir.

Robert Rivière

Le «Petit Montrougien en colère» organise jeudi 20 janvier, de 19 à 23 h, 7 heures contre l'austérité à la MJC de Montrouge, 88 rue Racine avec la participation des travailleurs de l'IMRO, de la SCPC à Clermont-Ferrand, des travailleurs de la Caisse d'Épargne de Paris.

La troupe Z jouera sa pièce sur le plan Barre.

Adresse : Mo Pte d'Orléans, prendre le bus 68.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

TROYES A L'HEURE DU PROCES

Avant-hier, 18 janvier, a commencé au Palais de Justice de Troyes le procès de Patrick Henry. Cette première journée a débuté par la constitution du jury, puis l'appel des témoins : ils seront 42 dont 11 experts, 27 cités par l'accusation, 6 par la défense (assurée par Maîtres Badinter et Bocquillon). Un premier incident : malgré les protestations de Maître Badinter, le Président des Assises, Sagols, a décidé de faire déposer les témoins de la défense avec ceux de l'accusation. Patrick Henry a ensuite donné sa version des faits, affirmant notamment avoir gardé vivant l'enfant pendant 36 heures puis l'avoir tué «sous le coup de la panique».

La fin de l'audience a été marquée par la déposition des témoins de la défense, s'élevant contre la peine de mort. L'avocat général a voulu s'opposer à la déposition du professeur Lwoff. Celui-ci finalement a pu continuer.

Dernière intervention, celle d'un psychiatre qui n'a pas décelé de signes de maladie mentale chez P. Henry.

Hier, les auditions ont porté en grande partie sur les «bavures» de la police et de la gendarmerie avant l'arrestation du criminel. En effet, lors d'un coup de téléphone donné aux parents de Philippe, Patrick Henry avait été localisé, et ne s'était enfui qu'en raison de l'irruption peu discrète de la gendarmerie. Le colonel de gendarmerie a expliqué qu'il avait eu l'approbation du regard de l'autorité judiciaire, laquelle reste muette. A ce moment, Philippe était encore vivant. D'autre part, selon les experts, Henry aurait drogué l'enfant, pour qu'il ne se manifeste pas. Henry nie ce qui semble une évidence.

Troyes, 18 janvier. Incontestablement, la préfecture de l'Aube ne présente pas du tout l'image d'hystérie collective que certains avaient laissé prévoir. Devant le Palais de Justice, quelques dizaines de personnes, dont beaucoup de retraités. Pas de cris, des groupes qui discutent entre eux, des militants d'un «Comité troyen contre la peine de mort». En début d'après-midi toutefois, la police est intervenue assez brutalement contre des militants du Comité d'Action des Prisonniers qui distribuaient des tracts. L'un d'eux a même été arrêté.

De leur côté, ceux qui avaient orchestré la campagne pour la peine de mort, en faisant signer massivement une pétition, après l'arrestation de P. Henry, ceux-là ne se manifestent pas. D'ailleurs, l'attitude de la presse locale a nettement changé depuis l'époque des événements : à ce moment-là, elle publiait presque quotidiennement des lettres appuyant la campagne de renforcement des mesures répressives préconisées par la bourgeoisie : il fallait alors «faire la peau» coûte que coûte, à P. Henry. Aujourd'hui, cette même presse se fait au contraire l'écho complaisant de l'offensive menée par les milieux catholiques troyens pour sauver «une âme en plein renouveau». On rappelle qu'il était *«assidu au catéchisme»* et qu'après *«avoir cédé au démon»*, il a retrouvé la foi en prison.

Dans le même temps, on glisse rapidement sur le fait que P. Henry a bénéficié d'une intervention personnelle de Galley pour finir son service bien avant l'heure.

Ce soudain intérêt affiché par les milieux religieux troyens à la «rédemption» de P. Henry n'est pas si fréquent, ni ostentatoire dans la plupart des cas où un accusé risque sa tête. On ne peut manquer de penser que la personnalité d'Henry y est sans doute pour beaucoup. Il y aurait lieu pourtant, d'émettre ces doutes sur le «repentir» dont il fait preuve. Son attitude passée a montré en effet qu'il savait dissimuler avec beaucoup d'aplomb.

Les travailleurs de Troyes quant à eux ne sont guère sensibles à ces arguments. S'ils se refusent à hurler «à mort», la personnalité de l'assassin, au contraire, est souvent mise en avant pour motiver des appréciations très sévères sur son crime. Pour autant, ils se refusent à hurler «à mort !»

Ce n'est pas d'ailleurs pour eux le vrai problème de l'heure, contrairement à ce qu'affirme une affiche : «Troyens, le procès de P. Henry vous détourne de vos vrais problèmes». Ils l'ont prouvé en utilisant la présence de nombreux journalistes et de la télé pour organiser une grève mardi contre les licenciements dans l'industrie textile.

Claude ANCHER

LE JURY

La défense a demandé 5 récusations, l'accusation 3. Finalement le jury comprend 6 hommes : un commerçant, un magasinier, un électricien, un mécanicien en machine agricole, un directeur d'école, un agriculteur, et trois femmes sans profession.

REVUE DE PRESSE

«Servir la répression»

A la campagne ignoble, appelant à une justice automatique relayant les déclarations ministérielles, et misant à fond sur l'entretien d'un climat d'insécurité, a succédé dans la presse un tout autre ton. Celui de la «sérénité». Le meilleur exemple en est le «Figaro», qui justifie ainsi son ton : *«Se déclarer pour la peine de mort, pour les conditions de son efficacité, c'est prendre parti sur une question de politique criminelle. C'est exercer les droits du citoyen. Rien n'est plus légitime.*

Au contraire, hurler à la mort dans un procès donné, vouloir se substituer aux jurés, influencer leur attitude, c'est fausser l'idéal de la Justice, qui suppose la sérénité. C'est compromettre aussi par l'excès, la répression que l'on entend servir».

Pour traduire cette expression, *«la répression que nous voulons servir»*, il n'est pas inutile de revenir onze mois plus tôt. L'éditorial du «Figaro» expliquait alors :

«Depuis dix ans, dans ce pays, ceux qui ont pour tâche et pour devoir d'éduquer, de commander et de punir, ont failli à leur mission. Le résultat, c'est Patrick Henry et tous les autres, *des loulous de banlieue aux assassins, en passant par les drogués et les obsédés sexuels.*

Les coupables, c'est vous, parents trop occupés pour vous occuper de vos enfants ou qui —de peur de traumatiser les chers petits— avez renoncé à exercer votre autorité. (...)

Et vous, professeurs terrifiés, qui avez cessé d'enseigner pour organiser de libres discussions avec de jeunes analphabètes, prêtres qui vous interrogez sur la question de savoir si le Christ n'était pas partisan de la violence, cadres conciliants, incapables d'exiger de vos subordonnés qu'ils fassent leur travail, crainte de vous faire casser la figure ..»

La voilà, dans toute la grossièreté de son expression, cette «répression» que souhaite la bourgeoisie au pouvoir : s'attaquer aux jeunes, de préférence de banlieue, à ceux qui contestent la hiérarchie réactionnaire de leur église, aux travailleurs, qui, par leurs luttes, gagnent des droits, remportent des victoires.

En celà, on est bien loin du procès de l'assassin de Philippe Bertrand qui, dans le fond, intéresse assez peu ceux qui ont tant exploité l'affaire lors du crime, et qui ne voudraient pas en perdre le bénéfice aujourd'hui.

Eric BREHAT

Intimidation des amis de la librairie arabe

LA POLICE EMPÊCHE DE RECOUVRIR LES INSCRIPTIONS SIONISTES

Il y a deux semaines, le camarade Mahmoud Saleh était assassiné devant la Librairie arabe dont il était le responsable. Huit jours auparavant, la Librairie avait été recouverte d'inscriptions sionistes dirigées contre le peuple palestinien, signées FEJ (Front des Étudiants Juifs).

Depuis, «les amis de la librairie arabe», qui poursuivent son rôle, sont en butte aux intimidations de la police : hier, une militante du comité de soutien a été interpellée par la police dans la matinée, puis, relâchée dans la soirée. Les policiers lui ont posé des questions sur ses activités, sans que ces questions aient apparemment un rapport avec la librairie.

D'autre part, lorsque des militants du comité de soutien ont voulu repeindre les inscriptions sionistes qui défigurent la librairie, des policiers ont surgi (le commissariat du 5e est tout proche) pour leur signifier qu'ils n'avaient pas le droit de repeindre, en prétendant qu'il fallait en «informer la commission des monuments historiques du 5e arrondissement» ! Celà est d'autant plus absurde que le bâtiment où siège la librairie n'a pas grand-chose à voir avec un «monument historique».

Son seul caractère historique est d'être le lieu du martyr de Mahmoud, et à ce propos, la police, sensée enquêter, n'a pas pour l'instant procédé au moindre interrogatoire dans les milieux sionistes proches de l'ambassade d'Israël.

Les amis de la Librairie arabe, en signe de protestation, ont collé de grandes affiches appellant au soutien sur les bâtiments de la faculté de Jussieu, toute proche (notre photo). La Librairie arabe doit exister. Elle est un moyen de faire connaître le monde arabe aux anti-impérialistes. Pour celà, pour résister aux intimidations de la police, le comité de soutien demande de venir à la librairie, et d'apporter son soutien financier

Librairie arabe
2, rue St Victor, Paris V
Compte bancaire : Nahla Haïdar, Crédit Lyonnais
N° 203 133 E

LE VENTRE D'OÙ EST SORTIE LA BÊTE IMMONDE EST ENCORE FÉCOND

La librairie Floréal qui depuis plusieurs jours rend hommage dans sa vitrine à la mémoire de Mahmoud Saleh, a été pour la seconde fois victime de provocations.

Dans la nuit de samedi à dimanche, une bande de nervis a tenté de placarder des affiches du FEJ sur le rideau de fer. Mal leur en pris, les camarades de garde avec les chiens sortirent et les mirent en déroute.

Même devant les provocations nous ne cèderons pas, nous ne retirerons pas la photographie de notre frère Mahmoud. Si les sionistes reviennent, qu'ils sachent qu'ils trouveront à qui parler, nous appelons tous les militants antifascistes à la vigilance.

Paris, le 17 janvier

LA CHRONIQUE PUBLIQUE DE L'AFFAIRE DE BROGLIE

SIMONÉ RADIÉ DE LA POLICE

Deux nouveaux éléments dans l'affaire de Broglie : le policier Simoné, inspecteur principal au commissariat de la défense, honorable serviteur des services des RG et de bien d'autres a été «radié des services de police» par le conseil de discipline. Venant un mois après l'assassinat de de Broglie, alors qu'il est probable que certains services avaient eu vent de l'affaire, cette radiation ne manque pas de sel. Elle aura cependant pour conséquence que Simoné ne disposera plus de protection juridique dans l'instruction. L'autre élément est la publication des trois lettres échangées entre de Ribemont et de Broglie, pour arranger le prêt de «La Reine Pédauque».

La troisième de ces lettres datée du 29 janvier 1976, indique qu'en «cas de décès survenu pour cause accidentelle», «le surplus», c'est-à-dire la partie du capital emprunté, non couverte par les compagnies d'assurances devait être remboursé aux héritiers de de Broglie par de Ribemont. Ce qui contredit la thèse de Poniatowski selon laquelle de Ribemont aurait fait assassiner de Broglie pour faire disparaitre sa dette.

D'autre part le juge Floch, chargé de l'instruction de l'affaire a interrogé mercredi Bernard André. D'après les déclarations de celui-ci, il aurait été contacté par le policier marron Simoné, pour tuer de Broglie, de la part d'un certain «Miremont». Miremont ou Ribemont ? Ce serait en tout cas à partir de ce témoignage que les policiers auraient décidé d'arrêter de Ribemont. Le juge Floch doit également interroger Kolkowicz, un des truands recrutés par Simoné, et Tessèdre un autre inculpé du meurtre de de Broglie.

Quant à de Ribemont, il continue de protester de son innocence. Il a fait diffuser une déclaration dans laquelle il affirme : *«Je sais* (...) *qu'il a existé et qu'il existe encore d'énormes intérêts politiques, électoraux et affairistes entre la victime et certains de ses «amis» ou apparentés».*

PERQUISITION AU SIÈGE DE L'OCT

Sur commission rogatoire du juge Gallut datée du 23 juillet 1976 et portant sur l'affaire des comités de soldats, la police judiciaire a perquisitionné lundi 17 janvier au local de l'Organisation Communiste des Travailleurs. Les policiers étaient à la recherche du film «La Cigogne en Rogne» tourné clandestinement par un comité de soldats sur la vie à la caserne. Il s'agissait bien sûr d'un prétexte qui vise à intimider ceux qui continuent à soutenir les droits démocratiques des soldats. Le jour où «Libération» publie la lettre de démission dans laquelle Jean Jonquère, procureur général auprès de la cour de sûreté de l'État reconnait que l'affaire des comités de soldats ne pouvait faire matière à procès, cette initiative policière relèverait du mauvais goût si elle ne témoignait, une nouvelle fois, de l'escalade du pouvoir dans l'arbitraire et la répression. Il est temps de porter un coup d'arrêt aux dangereuses manœuvres du ministre de l'Intérieur.

Communiqué OCT

INTERNATIONAL

ÉGYPTE : COUVRE-FEU AU CAIRE, 5 MANIFESTANTS TUÉS

DES MILLIERS D'OUVRIERS DANS LA RUE

Lundi, le gouvernement de Sadate annonçait un train de hausses importantes sur les produits de 1ère nécessité. Dès mardi, des milliers d'ouvriers étaient descendus dans les rues d'Alexandrie et dans la banlieue du Caire pour protester contre le renforcement de la politique d'austérité. Des affrontements violents se sont produits avec la police, les ouvriers ont riposté aux attaques des forces de l'ordre, des centaines d'entre eux ont été arrêtés.

Plus 46 % sur la bouteille de propane. Plus 31 % sur l'essence. Hausse de 12 % sur les cigarettes, de 3,3 % sur le sucre, de 16 % sur le riz. Les droits de douane à l'importation doublent dans plusieurs cas : 100 % d'augmentation sur les importations d'appareils ménagers électriques, 100 % pour les importation de laine ; 50 % pour celles de produits textiles, 33 % sur les voitures, 100 % pour les boissons alcoolisées. La riposte a été immédiate.

Depuis 1967, où la défaite essuyée face à l'agression sioniste a apporté une amère désillusion à la classe ouvrière qui avait accepté des sacrifices, pour permettre le renforcement de la défense nationale ; les luttes se sont multipliées dans les villes industrielles égyptiennes, tant modernes que traditionnelles. Descendus dans les rues pour protester contre la légéreté des peines infligées aux responsables de la défaite, les ouvriers égyptiens ont réagi, depuis, à toutes les attaques qui ont été lancées par le pouvoir contre leurs conditions de vie et de travail. Bombardés par les sionistes en 70, les habitants des quartiers populaires, et parmi eux ceux d'Hélouan, la grande banlieue industrielle du Caire, qui compte plusieurs centaines de milliers d'ouvriers, réclament les moyens de se défendre.

DEPUIS 71, LUTTE CONTRE LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

Dès le mois d'août 71, les grévistes d'Hélouan, accusés par le gouvernement de «faire le jeu d'Israël» parce qu'ils demandent des augmentations de salaires, répondent, sous la menace des voitures blindées : *«Les Israéliens débrayent beaucoup plus souvent que nous, ce qui ne les a pas empêchés de gagner la guerre»*. Le discours sur la nécessité des restrictions pour «l'économie de guerre» a fait long feu : quand, en janvier 72, Aziz Sedki, nouveau chef du gouvernement de Sadate, veut imposer son programme d'austérité, il le fait au milieu d'une agitation étudiante qui dénonce ces mesures impopulaires. La lutte des étudiants rejoint celle des ouvriers, mais les luttes ne restent pas limitées aux grandes citées industrielles et aux universités. Dès l'été 71, les conflits se sont multipliés en province également et dans les campagnes, comme dans les régions de Dakahlieh, Charkieh, Menoufieh et Beheira, où les paysans contestaient les autorités officielles, comme au village de Kamchiche où l'armée est intervenue pour disperser les manifestants qui protestaient contre l'ingérence de la police judiciaire dans les élections.

LES LUTTES DU DÉBUT DE 1975

D'octobre 73 à début 75, la situation ne fait qu'empirer pour les travailleurs égyptiens : l'inflation est de 50 %, le marché noir fait rage cependant qu'il y a pénurie des produits essentiels. Cette période est marquée par toute une série de luttes qui culminent début 75, avec d'énormes manifestations pour le premier de l'an, journée non chômée en Egypte, où les travailleurs, indignés par le luxe qui s'étale chez les riches alors qu'eux mêmes touchent le salaire dérisoire de dix livres, manifestent à Hélouan et à Alla Koubra.

La répression fait plus de cent morts, mais dès le mois de mars, de nouvelles manifestations éclatent dans le plus important centre textile du Proche-Orient, contre l'augmentation du coût de la vie, qui a progressé de 2 % en trois mois. Les arrestations massives qui ont suivi n'ont pas désarmé la population : autour des travailleurs en lutte, la solidarité s'organise, les manifestations de soutien se multiplient. La rapidité de la riposte aux dernières attaques du gouvernement de Sadate montre l'importance de la mobilisation qui existe parmi les travailleurs égyptiens, dans cette région du canal où existaient d'importantes traditions de lutte que la classe ouvrière qui s'est développée avec l'industrialisation, mise en œuvre par Nasser, a su peu à peu faire siennes.

S. VALLÉE

L'INVESTITURE DE CARTER

Suite de la une

Les USA ont vu leur puissance sapée par la lutte des peuples qu'ils tenaient sous leur botte. La victoire des peuples d'Indochine, la constitution, sur la base des combats et des victoires des peuples, du Tiers Monde en force politique, en ont été les principales manifestations. Les peuples et les pays du monde empêchent aujourd'hui les USA de dicter leur loi.

L'investiture de Carter a été précédée d'un intense débat sur la définition d'une nouvelle politique étrangère, pour tenter de faire face à l'avancée de la super-puissance soviétique qui dispute l'hégémonie au cœur même du «monde libre», en Europe.

La politique de détente avec l'URSS est largement remise en cause au vu des progrès accomplis par l'URSS grâce à elle. Tout un courant qui prévoit le renforcement du contrôle américain sur les pays européens, un renforcement du potentiel militaire américain en Europe a gagné en force au sein de l'impérialisme américain.

Pour les pays d'Europe, la manière dont l'impérialisme américain prévoit de faire face à ses difficultés constitue une menace faite par l'exacerbation brutale de la rivalité politique et militaire des deux super-puissances en Europe. Pour les pays du Tiers-Monde les réajustements prévus par l'entourage de Carter sont une tentative pour maintenir, à l'aide du chantage économique, de la pression militaire, du contrôle politique la main-mise américaine.

L'investiture de Carter se fait sous le signe des difficultés pour la superpuissance US, mais aussi sous le signe de la menace pour tous les peuples du monde : nouvelle tentative pour empêcher l'indépendance du Tiers-Monde, menace de guerre avec l'autre superpuissance, l'URSS pour défendre son empire.

G. CARRAT

Une hypothèse de Assad à propos de la conférence de Genève

Nouvelle attaque contre l'OLP et la Palestine

Assad est prêt à constituer une organisation arabe unique, même sans la participation de l'OLP. Dans une déclaration au magazine US «Time», il déclare : *«Si l'OLP ne désire pas participer à la Conférence de Genève, nous n'exercerons aucune pression sur elle. Dans ce cas, les Etats arabes en cause auront à se rencontrer et à décider ce qu'il convient de faire pour libérer les territoires arabes occupés et assurer les droits du peuple arabe de Palestine»*.

Cette hypothèse envisagée par Assad est le fruit des consultations multiples qui ont eu lieu entre les Etats concernés, selon l'expression de Assad : accord jordano-syrien, avec commandement militaire commun, accord syro-égyptien à la suite de la visite de Hussein au Caire, au cours de laquelle, Hussein a réaffirmé les principes du sommet de Rabat, faisant de l'OLP le seul représentant du peuple palestinien, tandis que Sadate se prononçait pour une fédération entre la Jordanie et l'éventuel «Etat palestinien». Cet ensemble de démarches et d'accords tournent autour des projets syriens de fédération Syrie-Jordanie-Liban et des projets égyptiens de règlement du problème palestinien.

L'hypothèse de Assad sur cette base, revient à envisager purement et simplement d'imposer la reconnaissance de l'Etat d'Israël non plus en exerçant uniquement des pressions diplomatiques et militaires sur l'OLP comme cela s'est fait par la guerre du Liban ; mais en l'ignorant purement et simplement en s'appuyant sur l'unité des régimes arabes qui paraît rendre possible pour Assad, un règlement direct avec les sionistes, un règlement que les régimes arabes devraient imposer au peuple palestinien et à sa résistance, en accord avec l'Etat sioniste.

Si cette hypothèse existe aujourd'hui, sa mise en œuvre n'est pas immédiate : *«Il se peut que nous progressions sur la route en 1977... La fin de la route n'est pas encore en vue»*, déclare par ailleurs Assad : les conditions sont loin d'être réunies pour un règlement même partiel : d'une part, les sionistes exigent que l'Etat palestinien envisagé soit tout au plus un bantoustan entièrement dépendant d'Israël et encerclé, d'autre part, les ententes réalisées par les régimes arabes sont loin d'être sans faille.

ZIMBABWE

8 PATRIOTES EXÉCUTÉS

Huit patriotes ont été pendus à Salisbury au début de la semaine. Ils étaient accusés d'avoir saboté une voie ferrée et d'avoir attaqué à la grenade des établissements publics à Salisbury, la capitale du Zimbabwe.

Par cet assassinat, les racistes rhodésiens veulent intimider les combattants de libération, les masses des villes qui manifestent chaque fois que cela est possible dans les zones mêmes tenues par les racistes. Les opérations organisées à l'intérieur même des villes sont le prolongement de la lutte armée qui se développe dans la plus grande partie du territoire.

NOUVELLE TOURNÉE DU DÉLÉGUÉ ANGLAIS

Ivor Richard, le délégué anglais, président de la conférence de Genève sur la Rhodésie, a entrepris un nouveau voyage en Afrique Australe ; mercredi il se rendait en Afrique du Sud. La conférence de Genève qui devait s'ouvrir à nouveau le 18 janvier est ainsi reportée dans les faits. La première tournée de Richard a été un échec : les patriotes africains n'ont pas accepté que l'indépendance soit repoussée à deux ans comme le proposait l'Angleterre.

Le ministre anglais a fait de nouvelles propositions qui servent de base à ce voyage, concernant le rôle que la Grande-Bretagne devait jouer dans le gouvernement provisoire préparant l'indépendance. Il parait acquis pour l'Angleterre que c'est elle et non les racistes de Smith qui doit être l'interlocuteur des patriotes, Crosland affirmant que l'Angleterre devait garantir la loi, l'ordre et la défense dans le gouvernement intérimaire. Il affirmait également que l'Angleterre assurait les patriotes que le procès de l'indépendance était irréversible.

Ces reculades successives de l'impérialisme britannique devant la puissance du mouvement de libération, s'accompagnent d'une défense des intérêts des racistes. Crosland ayant affirmé que l'Angleterre, devait assurer les colons, que le passage du pouvoir à la majorité noire se ferait dans l'ordre.

Ainsi le nouveau voyage de Richard ne constitue pas dans son contenu initial une proposition vraiment nouvelle. Mais, à reculons, les impérialistes anglais doivent renoncer à défendre jusqu'au bout les racistes. Les positions connues aujourd'hui de Carter et de son équipe, qui ne veulent pas soutenir jusqu'au bout un régime raciste en Rhodésie, l'y poussent également. Mais au travers de toutes ces concessions l'impérialisme britannique et les Etats-Unis cherchent le moyen de stopper la lutte de libération, dont les progrès ont été importants au cours de la dernière année.

INTERNATIONAL

nouvelles de palestine occupee

HOMMAGE AU MARTYR MAHMOUD SALEH

La nouvelle de l'assassinat de Mahmoud Saleh à Paris le 3 janvier a déclenché un grand mouvement de colère chez les masses palestiniennes vivant en Palestine Occupée. A Sébastia, près de Naplouse, les parents du martyr ont demandé que le corps de leur fils leur soit livré. Tous les habitants de Sebastia se sont rendus chez la famille Saleh pour rendre hommage à Mahmoud. Dans la région, des manifestations silencieuses ont eu lieu : des centaines de Palestiniens suivaient un cercueil symbolique entouré d'un drapeau palestinien. Des milliers de Palestiniens ont envoyé des messages de condoléances à la famille Saleh et demandent aux autorités françaises la recherche des assassins et l'envoi de corps à Sebastia.

HOMMAGE AUX MARTYRS DE TELL EL ZAATAR

Des centaines de Palestiniens ont manifesté dans les villes de Bireh et Ramallah en hommage aux martyrs de Tell El Zaatar.

LUTTE CONTRE LES EXPROPRIATIONS

Ariha : les habitants de la région de Toubas, près de la ville d'Ariha sont de plus en plus traqués par les autorités sionistes. Les paysans ne peuvent plus cultiver leurs terres. A Baqia, les paysans ont été interpellés par le juge sioniste qui leur a dit qu'il ne faut s'approcher de leurs terres car elles sont situées près des colonies nouvellement installées ainsi que des bâtiments militaires. Les paysans sont en colère. Ils sont déterminés à lutter contre ces mesures qui visent à les chasser de leur village. Ils ont décidé de créer un comité pour la défense des intérêts des paysans et des bergers de la région.

Janin : la population de Janin, soutenue par le maire de la ville a protesté auprès des autorités occupantes contre l'expropriation des terres du village Al-Maghir. Elle demande aussi l'amélioration des conditions de détention des militants palestiniens dans les prisons sionistes, celles de Cisjordanie ainsi que celles se trouvant dans les territoires occupés en 47. La population demande aussi que les permissions de visite aux prisonniers soient donnés tous les 15 jours au lieu des 30 jours actuellement.

LUTTE ARMÉE

Golan occupé : de nombreuses opérations armées ont eu lieu au Golan occupé durant le mois précédent. Après ces opérations, les sionistes ont arrêté des centaines de personnes, principalement parmi la population de religion druze du village de Majdel Chema. Ces arrestations prouvent que les tentatives sionistes de diviser les masses syriennes en confessions en favorisant la confession druze ont échoué. De plus en plus, les masses druzes entrent dans la lutte contre l'occupation.

Doura : des bombes ont explosé dans la nuit du 4 janvier dans le bureau du travail sioniste.

GAZA : PLUSIEURS CONDAMNATIONS

Le tribunal militaire de Gaza a condamné 3 jeunes Palestiniens à 5 et 15 ans de prison ferme pour avoir fait plusieurs opérations armées durant l'année 76 : il s'agit de Nahro Haddad Jamil Katkout et Ibrahim Kadih.

9 lycéens de Gaza viennent d'être libérés par le tribunal militaire sioniste après avoir été obligés de payer chacun 10.000 livres israéliennes. Ces jeunes avaient été arrêtés lors de la Journée de la Terre le 30 mars 76. Ils ont été ensuite libérés après quelques mois de prison. De nouveau, ils ont été arrêtés quelques jours après leur libération. Cet exemple montre bien comment l'Etat sioniste arrête tout Palestinien pour l'obliger à payer de l'argent.

NAPLOUSE : LA VÉRITÉ SUR L'ASSASSINAT DU MARTYR KHODR ISSA NEMR !

Khodr Issa Nemr a été assassiné dans la prison de Naplouse le 14 juillet 76. Aussitôt, les autres prisonniers ont engagé la grève de la faim pour connaitre la vérité sur cet assassinat. Les parents de Khodr ont demandé la création d'une commission pour enquêter sur cet assassinat. Il y a une semaine, le ministre de la police sioniste a répondu : il n'y a pas besoin de commission d'enquête, car la direction de la prison est étrangère à cet assassinat. Les habitants de Naplouse ne se sont pas trompés : c'est la police sioniste qui est responsable de l'assassinat de leur fils Khodr.

ISRAEL REÇOIT L'AIDE DE LA POLOGNE

Alors que les Soviétiques fournissent une aide humaine à l'Etat sioniste, les révisionnistes polonais ont offert à cet Etat de lui vendre de la houille pour alléger la crise qu' le secoue.

Yomna El Khalil

Bilan d'un mois d'offensive des Forces Sahraouies :

LES AGRESSEURS HARCELÉS DE TOUTES PARTS

Dans un communiqué récent, l'armée populaire de libération sahraouie a fait connaître le bilan des opérations du mois de décembre.

• Des troupes marocaines qui sont concentrées dans quelques centres ont été harcelées de nombreuses attaques dans le cadre de l'offensive «Chahid El Ouali Mustapha Sayed»

• Plusieurs postes militaires ont été attaqués par les forces de libération, qui ont fait près de 150 morts, une centaine de blessés, 4 prisonniers, ont mis 10 véhicules hors d'usage, abattu 2 avions «Fouga Magister» et détruit plusieurs installations militaires tandis que de nombreuses armes ont été prises à l'ennemi.

• Les plus violents combats se sont déroulés à Haggounia le 17 décembre où les casernements des forces d'occupation ont été détruits, et plusieurs dizaines de soldats mis hors de combat lors d'une attaque qui a vu la destruction des deux «Fouga». Le même jour, un convoi a été intercepté à l'Ouest de Haouza, 3 soldats ont été capturés et 4 camions chargés d'explosifs et d'armes, ainsi que des mortiers et 3 mitrailleuses ont été pris. En outre, 5 soldats ont été tués et plus de 20 autres blessés.

• Par ailleurs les mines posées par les patriotes sahraouis ont causé de sérieux dégâts. C'est ainsi que 7 véhicules marocains ont été détruits dans la dernière semaine de décembre.

• Alors que l'offensive s'est poursuivie sur le front Nord jusque dans le Sud marocain, des accrochages très meurtriers se sont produits au Sud. Le 7 décembre, les combattants faisaient 45 morts, interceptant une unité mauritanienne dans l'Aguerguer. Dans la même opération deux camions citernes étaient détruits. Le 9 décembre, une autre opération faisait 33 morts mauritaniens tandis que 15 véhicules étaient détruits et que 3 bazookas, un mortier, des fusils mitrailleurs étaient saisis.

• Le 17 décembre, le train minéralier de Nouadibou a été attaqué. La totalité des wagons ont été mis hors d'usage, la voie ferrée à été détruite sur des centaines de mètres, une importante quantité d'armes et de munitions a été récupérée.

JANVIER 77 COMME DÉCEMBRE 76

• Durant la dernière semaine de décembre, deux opérations ont été menées non loin de Zagora dans le territoire marocain, notamment un poste militaire a été détruit au Nord-Ouest de Akka. Plus précisément, au Sud-Est de Smara un détachement de l'ALPS a à nouveau attaqué les troupes marocaines : plus d'une dizaine de soldats ennemis ont été tués, 20 autres blessés, et 6 de leurs véhicules dont une jeep porte-canon ont été détruits.

LE COMMISSAIRE DE L'ONU ET LA RÉALITÉ DES CAMPS

• Le haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a fait une visite de deux jours dans les camps de réfugiés sahraouis situés dans la région de Tindouf en Algérie. *«Il y a une très grande différence entre la lecture des dossiers à Genève et la réalité des camps»* a-t-il déclaré, *«je suis ici pour trouver une solution durable à ce problème et la meilleure solution est le rapatriement librement consenti des personnes concernées»*. Encore faut-il que les conditions en soient assurées.

CARNET DE VOYAGE D'UN CHEMINOT
L'ANGLETERRE DANS LA CRISE -4- (à suivre)

LA BRUTALE POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ IMPOSÉE PAR LES TRAVAILLISTES

Le gouvernement ne nie pas la réalité de cette hausse. Il affirme dans ses rapports officiels que la hausse se poursuivant au rythme qu'elle a connue au cours des six premiers mois de cette année, elle s'élèvera à 25 % ou 30 % au cours de cette année.

Le gouvernement travailliste est venu au pouvoir en 1974 à la suite de la grande grève des mineurs, qui exigeaient des hausses de salaires. La semaine de trois jours avait été imposée à toute la classe ouvrière, mais le gouvernement conservateur avait dû céder. Les conservateurs, battus aux élections qu'ils avaient été obligés de provoquer, laissèrent alors la place aux travaillistes. Le contrôle que ceux-ci exerçant sur la classe ouvrière par le biais notamment des Trade-Unions (syndicats) les rendaient capables de faire passer une politique d'austérité que les conservateurs avaient été incapables d'imposer.

LE «CONTRAT SOCIAL» : UNE PERTE SÈCHE DU POUVOIR D'ACHAT

Afin soi-disant de limiter l'inflation et de relancer l'économie, le parti travailliste fait ouvertement appel à la collaboration de classe en demandant aux ouvriers de faire preuve de sens civique et de participer activement à la solidarité nationale pour sauver le pays.

La politique salariale découle en droite ligne de cette conception. Tous les anciens contrats salariaux qui existaient avant novembre 74 ont été supprimés, pour imposer un contrat social décidé entre les représentants du gouvernement, des syndicats et du patronat.

Ce contrat social consiste à limiter à 6 % la hausse des salaires entre novembre 74 et avril 76 et à 4,5 % entre avril 76 et avril 77, avec une augmentation maximum de six livres par semaine (les Anglais sont payés à la semaine).

Depuis, aucune augmentation supérieure n'a été acceptée : chez les marins, chez les mineurs, dans l'automobile, rien de plus que ces 6 %, puis 4,5 % depuis 1974. Les cheminots, eux, avaient obtenu 6 % avant la décision gouvernementale de limiter la hausse à 4,5 %. Ils ont tout simplement vu leur salaire diminuer deux mois après l'avoir vu légèrement augmenter !

LES COMPTES D'UN MÉNAGE OUVRIER : DES AUGMENTATIONS DE 200 %

Le salaire moyen d'un ouvrier anglais avoisine 1 500 F par mois (la livre vaut huit francs environ).

TRANSPORTS (sur deux ans)			
o Train :	10 pence pour 6 miles	2 pence pour 6 kms	180%
o Bus :	3 pence pour 2 miles	9 pence	200%
ALIMENTATION SUR UNE ANNÉE			
o Pain :	10 pence	20 pence	100%
o Bœuf :	80 pence la livre	1 livre et demie	90%
o Bière :	13 pence le demi-litre	25 pence	92%

(C'est la boisson nationale en Angleterre, où le vin n'existe pas, sauf le vin d'importation italien ou français très cher)

ENERGIE SUR UN AN			
o Charbon : 258 livres		303 livres	15 %
o Essence : 56 pence		85 pence	34 %

Le charbon occupe encore une place très importante dans le chauffage domestique, en Angleterre, principalement dans les banlieues ouvrières. De plus, le pays est plus froid que la France, les Anglais se chauffent plus tôt et arrêtent le chauffage plus tard que chez nous, d'où l'importance sur le budget des travailleurs, de ces augmentations.

En comparaison des augmentations des prix de ces produits essentiels, les salaires sont bloqués, à 6 % d'abord pour 1975, puis à 4,5 % pour 1976 à la suite des «contrats» imposés par le gouvernement britannique.

FONCTION PUBLIQUE

Les contrats dans la crise

Enquête de Stéphane RAYNAL

BUDGETS ET CONTRATS, UN MÊME CARCAN POUR LES TRAVAILLEURS

- 4 -

La politique contractuelle des organismes de la Fonction Publique et Nationalisée à l'égard de leur personnel, n'est pas régie seulement par le semblant de *«concertation»* des négociations salariales. Soumise, bien évidemment, aux options du budget d'Etat, elle est le plus souvent encadrée également par un *«contrat de programme»* entre l'Etat-patron et l'administration concernée. C'est le cas par exemple à la SNCF...

Un *«plan quinquennal d'entreprise»* va y être élaboré pour 1978-1982, et présenté à l'automne 77. Il devrait, selon M. Gentil, PDG de la Société Nationale, fixer les obligations de la SNCF pour la période ; un nouveau contrat de programme passé avec l'Etat fixant celles des *«pouvoirs publics»* vis-à-vis du chemin de fer. Le premier contrat (conclu en 1969 et prolongé de 73 à 75 par un *«avenant»*) visait à codifier la réforme des activités et des structures, l'évolution des rapports juridiques et financiers entre l'Etat et la SNCF et une politique générale des transports. De fait, c'est la *«recherche de l'équilibre budgétaire de la SNCF»* qui en constituait l'axe, avec toutes ses conséquences en perte de pouvoir d'achat, dégraissage de personnel et dégradation des conditions de travail et de sécurité.

...A la RATP, le budget soumis à l'autorité gouvernementale de tutelle, inscrit de la même manière le blocage des salaires et la dégradation de l'emploi et de la sécurité dans sa planification.

Voilà le cadre tout prêt d'une politique contractuelle corsetant les travailleurs et leurs droits, jouant contre eux de tous ses mécanismes truqués !

Le bilan 76 tiré par Gentil, au nom de la direction SNCF, dans l'organe quasi officiel «La vie du rail» (n° 1574) au seuil du nouvel exercice, est révélateur ! Pour lui, la politique contractuelle reste au beau fixe. fixe.

Ce constat, aussi optimiste que truqué, se répand ensuite sur les miritiques avantages que seraient sensés avoir obtenu les cheminots, l'an passé, grâce aux contrats de progrès. Qu'on s'en souvienne : l'année 76 a été précisément marquée à la SNCF par une série de luttes, d'escarmouches catégorielles mais aussi l'esquisse d'une riposte d'ampleur sur le terrain salarial au printemps dernier... C'est bien là le meilleure preuve de la *«satisfaction»* des cheminots ! Pourtant, taisant systématiquement le conflit dans ce qui lui tient lieu de bilan, Gentil (le mal nommé) énumère un long chapelet d'*«acquis»* dont les travailleurs du rail n'ont, en fait, pas vu la couleur.

Gentil se vante, par exemple, d'importantes mesures catégorielles dont on devrait tenir compte dans l'appréciation des résultats de la politique contractuelle. Il cite celles *«en faveur du personnel ouvrier qualifié (chefs d'équipe, OHQ)»*, *«pour le déroulement de carrière du personnel d'exécution, par la création de nouveaux grades et l'attribution de contingents supplémentaires de promotions»*, *«l'institution d'un niveau hiérarchique supplémentaire ouvrant de nouvelles perspectives d'avancement au personnel de conduite des locomotives»*... Bravo ! Vraiment, vous être trop bon, monsieur Gentil !

Derrière ces phrases c'est l'instauration de grades de division (le T5 pour les roulants, le E4 pour l'Equipement et l'Entretien, par exemple) offerts à une poignée d'agents privilégiés que la SNCF veut acheter (T5) ou bloquant en fait tout avancement réel et accès à la petite maîtrise par l'ancienneté (E4). C'est aussi une aumône de reclassement de diverses catégories de personnels victimes de la dernière réforme des filières (et qui touche 250 cheminots à E2, 100 à E3 et 150 à E4 pour toute la France) !

Or, les cheminots ont précisément manifesté dans l'action, l'an dernier, leur opposition à ces mesures catégorielles mesquines et de division. Les syndicats CGT et CFDT ont d'ailleurs quitté la dernière Commission du Statut devant de telles manœuvres... Chacun sait que les salaires des travailleurs du rail sont à la traîne de toute la Fonction Publique et que la chute du pouvoir d'achat s'est encore accélérée de manière importante cette année : il y a maintenant près de 400 F par mois de différence entre un poseur de rail de la SNCF et de la RATP travaillant ensemble au raccordement des réseaux parisiens, par exemple. Mais cela n'empêche pas le PDG de la SNCF de conclure : *«En définitive, cet accord 76 aura fait bénéficier l'ensemble des cheminots, et plus spécialement ceux des niveaux les plus bas, d'un accroissement sensible de leur pouvoir d'achat» !*

Il n'a cependant pas pu se féliciter de tout, contraint qu'il était de reconnaître la chute des effectifs du chemin de fer : de 486 000 agents en 46 à 286 000 en 74 et 274 000 en 76 (soit tout simplement 12 000 agents en moins en 2 ans seulement !)... Il aurait fallu pour être complet, rappeler également que la productivité du travail a pratiquement quadruplé depuis 1949 alors que le trafic se doublait... Et si on veut parler contrat, on est forcé de constater que c'est justement de 69 à 74 que la productivité du travail du cheminot a augmenté en moyenne de 8,4 % par an (c'est à dire à un rythme quatre fois plus élevé que de 64 à 68)... Le rapport actif retraité se dégrade sans cesse : actuellement 1 actif pour 1,5 retraité ! Les conditions de travail et de vie s'en ressentent nettement : horaires décalés, repos qui sautent, difficultés pour l'obtention de congés...

Voilà le véritable *«bilan social»* de la SNCF pour 76. Voilà donc pourquoi de nombreux cheminots veulent engager une nouvelle *«bataille des contrats»* et seront dans l'action à partir du 26 janvier 77 !

BAS SALAIRES ? PAS POUR TOUT LE MONDE !

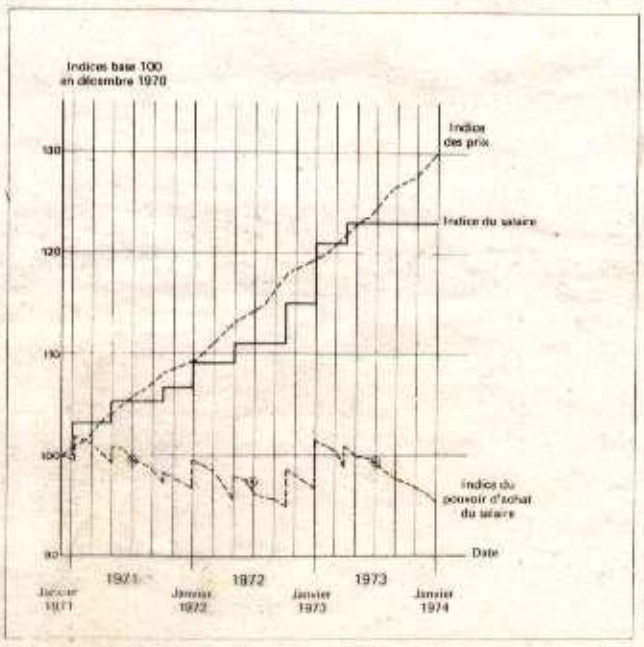
La SNCF a développé depuis plusieurs années une politique de «filialisation» (transfert de tâches et de charges aux filiales) et privatisation (prise en charge de fonctions et travaux par des entreprises privées). Pour toute une série de réalisations (du service Equipement, notamment), la SNCF a eu recours à du personnel extérieur, qualifié, à des coûts qui laissent rêveur l'agent d'exécution ! Blocage des salaires dans la Société Nationalisée, oui. Mais l'austérité n'est qu'à sens unique. Et quand des profits plus grands peuvent en découler pour l'Etat-patron, il lui arrive d'avoir des *«largesses»* : en 1975, par exemple, pour une étude des travaux de confortement et d'accroissement de gabarit d'un tunnel, la SNCF a versé par journée de travail effectif :

dessinateur d'études 750 F
projecteur 880 F
ingénieur 1 280 F
ingénieur principal 1 560 F
directeur d'étude 1 960 F !

Eh oui ! Par jour ! Alors que le SMIC-SNCF (l'Agent d'Exécution, premier échelon A 1, dans la zone d'abattement de salaire 16 %) était de 1 450 F par mois en janvier 76 !

LE MÉCANISME TRUQUÉ DES CONTRATS DE PROGRES : LA BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT PLANIFIÉE...

Une remarque avant toute chose : les contrats salariaux de la Fonction Publique et Nationalisée ont été mis en place à une époque (69-70) où le taux d'inflation était bien moindre qu'aujourd'hui ! Les clauses dites de rattrapage du pouvoir d'achat instaurées pour intervenir en cours d'année (réévaluation semestrielle, parfois trimestrielle selon les administrations) jouaient dans une faible fourchette... Aussi le trucage de l'Indice INSEE des prix (connu de longue date) n'avait pas alors la même acuité dans les négociations salariales. L'écart de 1 à 3 % avec l'Indice CGT enregistré pendant longtemps créait des disparités, un retard salarial réel, et participait de l'érosion organisée du pouvoir d'achat des travailleurs, dès cette époque, certes. Mais désormais, ce n'est plus un écart qui se crée entre Indice INSEE et Indice syndical et plus encore avec la réalité du pouvoir d'achat ouvrier (qui ne reflète guère l'Indice CGT, basé sur les modes de réalisation et de calcul semblables à ceux de la bourgeoisie, même si les hausses de prix y sont plus fidèlement imprimées...) ; c'est un gouffre ! Raphaël Hadas-Lebel, conseiller d'Etat et *«praticien de la politique contractuelle»* (dans l'équipe initiale de Chaban), soulignait lui-même dans «Le Monde» du 11 janvier que *«l'inflation n'est pas propice au climat de confiance souhaitable pour la conclusion d'accords contractuels»* et que *«la crise de 73-74 n'a rien arrangé !»*. Liant les nouveaux contrats à venir aux résultats des entreprises, il se plaignait de hausses éventuelles de salaires (fussent-elles de 1 %). Selon lui *«notre période de vaches maigres rend beaucoup plus sensible le coût élevé des accords conclus»*. Mais le fossé entre la réalité du pouvoir d'achat du salaire des travailleurs de la Fonction Publique (qui était déjà amorcé en 1974, voir graphique) et les clauses de *«garantie salariale»* des contrats, fondent en fin de compte chez ce type d'expert (comme chez Chirac d'ailleurs) un certain optimisme : il y aurait matière à des *«contrats du temps de crise»*, s'adaptant à l'austérité, tirant en fait partie de l'inflation et organisant un nouveau carcan salarial. Dans ce cas, selon les anciens promoteurs de la défunte «Nouvelle Société» : *«La politique contractuelle peut trouver dans notre conjoncture austère les chances d'une nouvelle jeunesse»*. Mais c'est compter sans les travailleurs et leurs luttes !



Exemple théorique d'un accord de salaire avec clause de sauvegarde (pouvoir d'achat du salaire calculé avec l'indice des prix de la CGT)

RATP : LE BLOCAGE DES SALAIRES ET L'INSÉCURITÉ SONT INSCRITS DANS LE BUDGET !

Quai des Grands Augustins, à la Rapée, les dirigeants de la RATP voient venir de pied ferme les injonctions de Durafour, ses appels à la vigilance budgétaire. Les *«dépenses somptuaires»* engagées par exemple pour l'extension du RER, l'aménagement de certaines stations de prestige (Opéra, Louvre, La Défense...) et l'inauguration de la ligne 13 - 14 (Chatillon - Basilique St Denis), sont bien compensées !

D'une part les frais de personnel ont chuté régulièrement (révisés en baisse de 2,2 % de 1975 sur l'exercice 74 par exemple). Depuis 1970, la crise en veille automatique et pilotage unique des rames de métro (semblable à l'introduction de la VACMA à la SNCF), la mise en place d'agents de quai et des receveurs d'autobus ont établi un large «dégraissage» d'emplois, non compensés.

En quittant la RATP pour Air France il y a 2 ans, Pierre Giraudet exprimait sa *«confiance dans l'avenir de la Régie»*. Il indiquait alors comme tâche pour son successeur : *«fonctionner au moindre coût»*. Financièrement parlant la RATP semble assez bien y parvenir et voit venir l'horizon des années 80 avec un certain optimisme : l'extension et la modernisation du réseau ferré de la Régie de 1977 à 1983 sont programmées avec audace. Pour sa *«seconde jeunesse»*, la RATP reprend même des lignes à la SNCF. Par contre, le coût en dégradation de la masse salariale (par glissement des postes budgétaires) du fait des réglements de fournitures et travaux aux entreprises extérieures participant à cette rénovation de la RATP, a été chiffré par la CGT à *«l'équivalent de la rémunération moyenne de plus de 4 200 postes d'agents (pour 1975)»*.

Le coût humain est bien pire encore ! La suppression des postes en station et la solitude des conducteurs sur leur rame ont accentué les risques, développé une véritable *«insécurité»* dans le métro : de l'automne 76 à ces jours derniers, les accidents de personnes se sont multipliés : stations gare de l'Est (en octobre), la Motte Piquet (en novembre) par exemple, où la suppression d'agents signaleurs à quai dans ces stations en courbe a été mortelle. Avec 13 000 blessés et une centaine de morts dans l'année dans le métro, la RATP entretient de la sorte l'insécurité, en développant l'austérité budgétaire contre les travailleurs de la Régie et ceux qui en sont usagers.

Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNE-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :
  - ☐ Front Rouge
  - ☐ Rebelles
  - ☐ Pékin Information
  - ☐ La Chine en construction
- Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- ☐ - 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- ☐ - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- ☐ - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- ☐ - «La Chine de Mao» par Roger Pic
- ☐ - Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- ☐ - L'Antidühring d'Engels
- ☐ - Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- ☐ - Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- ☐ - Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- ☐ - Dansons avec les travailleurs immigrés
- ☐ - Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- ☐ - Les chants de la Résistance Palestinienne
- ☐ - Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

- Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2e Congrès du PCRml»
- Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :
La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims
de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5e
Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :
«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal ..... 300 F ☐
Abonnement de soutien .. 500 F ☐
Abonnement de soutien ..... F ☐

Mode de versement :
En une fois ☐
En trois fois (échelonné sur trois mois) ☐

NOM (en capitales) .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Ville .....

DANS NOTRE COURRIER

SUR LA COLLABORATION ENTRE LES AUTORITÉS ISRAÉLIENNES ET CERTAINS ÉLÉMENTS DES SERVICES FRANÇAIS

Catherine Levy, ingénieur de recherches au CNRS, témoigne

«Au moment où l'affaire Abou Daoud sert de prétexte, dans la presse française, à diverses campagnes d'opinion mettant en cause les relations entre la France et Israël d'une part, et entre la France et les pays arabes d'autre part, je tiens à rendre public mon témoignage.

Arrêtée à Haïfa le 24 juin 1976, à ma descente de bateau, alors que je me rendais en Israël dans le cadre d'une recherche internationale sur les conditions de travail, j'ai été détenue et interrogée pendant treize jours par les services de renseignement israéliens, sans que la moindre preuve ait été fournie des présomptions retenues contre moi. Le 7 juillet 1976, je fus expulsée et arbitrairement interdite de séjour en Israël.

Au cours des interrogatoires incessants auxquels je fus soumise pendant cette période de détention, mes enquêteurs, ne pouvant étayer leurs charges à mon encontre, se sont rabattus sur des éléments d'information concernant ma vie personnelle qui ne pouvaient leur avoir été communiqués que par les services français, soit officiellement, soit par le biais de complicités : ces informations allaient du détail de mes faits et gestes en France il y a cinq et même dix ans, jusqu'à un double de la photographie qui figurait sur mon *précédent* passeport. Ce double ne pouvait qu'avoir été transmis par (ou dérobé à) la Préfecture de Police.

Je suis prête à témoigner, devant n'importe quelle instance, que la collaboration politico-policière entre les autorités israéliennes et certains éléments des services français est un fait. Comme il est un fait que ces éléments ont moins de loyauté à l'égard du gouvernement et des lois qu'ils sont censés servir qu'ils n'en ont à l'égard de leur engagement militant aux côtés des ennemis du peuple palestinien.

Ce sont ces éléments qui ont monté l'affaire Abou Daoud, véritable provocation politique contre le gouvernement français.

Des explications officielles embarrassées et contradictoires répercutées par la presse, il ressort que le Ministre de l'Intérieur ne pouvait pas ne pas être au courant. Ce qui se passe de tout commentaire».

Bravo pour le dossier sur l'enjeu politique des 200 mille marins

J'ai trouvé le dossier sur «L'enjeu politique des 200 milles marins» très clair : on y voit notamment les interactions entre l'évolution de la situation mondiale, montée du Tiers-Monde comme force politique, le danger que représente l'effort de guerre du social-impérialisme, y compris à travers sa politique agricole —achat, stockage, déséquilibre des cours mondiaux de blé. Les luttes ouvrières ou de libération nationale —attitude de la bourgeoisie anglaise face aux pêcheurs anglais, et son accord avec l'URSS— et enfin, ce qui permet de voir en quoi la politique dirige en tout, le lien entre la société capitaliste et le déséquilibre écologique : disparition des oiseaux de mer, du guano et par conséquent de richesses naturelles par une exploitation basée sur le profit maximum —le pillage— des richesses marines.

Une analyse comme celle-ci, plus encore que l'idée de la rétrospective qui pose seulement côte à côte les événements, enrichit le lecteur et lui permet de faire le point, et le lien entre des sujets présentés —en particulier aux info-télévisées— comme n'ayant aucun rapport les uns avec les autres (écouter «l'enchaînement» des nouvelles !).

De plus, après cet article, basé sur des faits objectifs, il faut être de mauvaise foi pour ne pas accepter le rôle de «la politique qui mène en tout».

Salutations révolutionnaires.

M.H. 93 Le Raincy

AGRESSIONS ET MENACES À LA FAC DE CAEN

Depuis le début de l'année universitaire, les groupes fascistes UNI et GUD tentent de refaire surface à l'université de Caen. Ils ont franchi une nouvelle étape dans leur tentative de faire régner la terreur en agressant quatre étudiants qui arrachaient des affiches de l'UNI la semaine dernière, et en agressant un étudiant camerounais et plusieurs autres étudiants étrangers dans la nuit de mercredi à jeudi. Face à cette agression raciste et à ces tentatives d'instauration d'un ordre musclé à l'université, les étudiants ont pris plusieurs initiatives.

- constitution d'un comité anti-fasciste
- mise au point d'un système de défense à la cité universitaire
- protection des réunions politiques qui se tiennent le soir à la fac.

Mais les fascistes ne sont pas les seuls à vouloir rétablir l'ordre à la fac : un étudiant de sciences risque de passer en conseil de discipline pour son activité durant la grève de l'an dernier, à la demande du président de l'UER de Sciences (membre du CDS) ; s'agirait-il là, d'une application de la société libérale avancée chère à Lecanuet et à Giscard ?

Par ailleurs, on assiste à des licenciements parmi le personnel non enseignant : par exemple cet auxiliaire de 60 ans employé à la fac depuis 22 ans !

Des lecteurs du Quotidien

Le Quotidien du Peuple, répondant exactement à ce que nous attendons d'un journal militant, nous nous abonnons et nous vous envoyons le montant de l'abonnement (...).

Merci pour ce journal qui en évoquant toutes les luttes qui existent en France permet d'avoir une vue plus juste de la réalité et permet de ne pas se laisser abattre par l'attentisme apparent.

P. L. Paris

UNE ANNÉE QUI COMMENCE BIEN

L'Aquarium dans le Quotidien : une année qui commence bien !

Bravo pour la série sur l'Ariège. Très bien aussi, les enquêtes sur la pollution à Gargenville et les saisies. L'idée de prolonger le feuilleton par une actualisation et un commentaire critique est également excellente.

Voilà le journal *populaire* dont nous avons besoin.

D. M.

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

3e épisode

Cette exaltation n'était ni plus ni moins ridicule que celle de la recrue qui part pour la guerre. Etienne voulait participer aux jeux des grandes personnes. Les grands jouaient des jeux d'enfants : des jeux cruels, compliqués ; des jeux où l'on s'attendrit sur la victime ; des jeux où il faut une victime ; des jeux où le plus fort bat le plus faible, où le plus faible hait le plus fort.

Dans les plaines de Russie, dans les maquis et les villes d'Europe, dans le Pacifique, des hommes rampaient, couraient, sautaient, battaient les plus faibles qui se cachaient d'eux. A ces jeux d'enfants qui tuent, il voulait prendre part.

Sur la route de Bourdeaux à Saillans, courbé sur son guidon, dérapant dans les épingles à cheveux, frôlant tantôt d'un côté les genêts, tantôt de l'autre les précipices, Etienne descendait dans la vallée. Ses cheveux noirs étaient enfarinés de poussière ; ses yeux verts riaient en regardant les précipices ; alternativement il levait une jambe au-dessus du vide, puis de l'autre caressait les genêts qui couraient le long du chemin.

Dans un tournant, il faillit tomber, pâlit, redressa sa bicyclette et rit de sa peur, avalant l'air la bouche ouverte. Son menton pointu, son nez long et fin, ses yeux déjà ridés par le soleil lui donnaient un air satanique d'enfant trop intelligent.

Tache claire, sa chemise bleue se faufilait rapidement dans la montagne. Il n'y avait personne pour applaudir le coureur ? Qu'importe !

Il voyait la foule ; gens de Paris et de Lyon, ouvriers et concierges, bergers avec leurs moutons, préfets et gendarmes alignés le long du chemin l'acclamaient :

— Vas-y Vieljeu ! Vive Vieljeu ! C'est lui, c'est Vieljeu !

Et Vieljeu fonçait. Il fut bientôt à Saillans.

De Saillans à Die, la route remonte la Drôme. Elle traverse plusieurs villages dont les murs serrés les uns contre les autres penchent au-dessus de l'eau. Ici, la rivière se disperse pour courir sur les galets cuits par le soleil et s'y réchauffer comme une vipère. Plus loin, elle s'encaisse entre deux falaises et passe à l'ombre, sous un pont bossu. Dans ces gorges fraîches, la sueur refroidie collait au dos d'Etienne qui pédalait vite jusqu'au soleil. Aussitôt, son dos recommençait à fumer.

Emporté par son premier élan, il alla jusqu'à Sainte-Croix. Puis la soif, la fatigue, l'assommèrent d'un seul coup. Il laissa rouler la bicyclette pour ne pas perdre un mètre d'effort. Il posa enfin ses pieds nus sur le goudron ramolli et poussa son vélo aux bords de la Drôme. Il entra dans l'eau jusqu'aux genoux et se baigna le visage. N'y pouvant plus tenir, il remonta sur la berge, étala sa chemise au soleil, enleva ses culottes ; il restait en maillot de bain, son seul linge de corps depuis que son dernier caleçon était mort de vieillesse. De nouveau, il entra dans l'eau. Ne trouvant pas d'endroit assez profond pour nager, il s'accrocha d'une main aux galets du fond et se laissa porter par la rivière. L'eau fraîche coulait le long de ses bras, de ses jambes fatiguées, le courant soutenait son corps détendu, le déportant tantôt à droite, tantôt à gauche.

Etienne plongea la tête dans l'eau dont il s'emplit la bouche, pour la recracher en l'air avec des bruits de phoque. Il urina puis, battant des pieds, s'accrochant des mains, il remonta le courant de plusieurs mètres. A travers l'eau limpide, il voyait ses mains devenues argent. Il appuya sa tête au creux de la rivière et, massé par les remous, s'endormit. Il se réveilla plusieurs mètres plus bas, toussant et crachant l'eau qu'il venait d'avaler.

Sur son torse mouillé, Etienne enfila sa chemise. Il accrocha son maillot de bain au cadre de sa bicyclette, remit ses culottes et reprit la route. Maintenant, il avait faim. Il était une heure. Arrivé à Die, il chercha un restaurant.

(A suivre)

TÉLÉVISION

Aux «Dossiers de l'écran»

LES MUTINERIES DE 1917

Mardi soir, aux «Dossiers de l'écran», le débat sur les Mutineries de 1917 s'annonçait prometteur : cinq anciens combattants présentés comme acteurs des mutineries ; un historien Pedroncini, seul à avoir eu l'autorisation d'accèder aux archives de la justice militaire. Un coin du voile allait-il se lever par des témoignages directs sur un mouvement que la bourgeoisie avait tenu longtemps secret ?

Le film passé, la parole est aussitôt donnée aux «mutins». L'un était dans le 129e RI qui refuse de monter en ligne après l'attaque Nivelle d'Avril 1917 et se retrouve condamné à 8 ans de travaux forcés en Algérie pour être arrivé «10 minutes en retard au rapport». L'autre dans un train de permissionnaires qui manifestaient leur refus de retourner à la boucheire, regagne sans hésiter son régiment où il a la surprise de se faire arrêter. Le troisième se retrouve en prison parce que, présent à Villers en Tardenois quand les soldats demandent au général Bulot «le grand repos», après l'échec de l'attaque Nivelle. Un dernier enfui, brigadier, envoyé pour arrêter les mutins sur la route de Paris, nous apprend qu'il s'était mis à prier quand ses hommes l'avaient averti qu'ils fraternisaient avec les mutins. Et le miracle s'était produit : les mutins n'étaient pas arrivés jusqu'à lui, arrêtés en chemin par le spectacle de leur «colonel en larmes». Premières surprises ? Étaient-ce là les mutins de 1917 ? Mais le débat n'en est qu'à sa moitié et on en vient aux causes.

Les participants au débat sont unanimes. La cause c'est le rai le bol de la boucherie, des poux, «des haricots rouges et du lard rance», pendant qu'à l'arrière des gens s'en mettent plein les poches. Le rôle de la Révolution Russe ? Non, non, non répondent-ils tous en chœur. Et tous de terminer par un hommage à Pétain, qui remplaçant Nivelle, allait en changeant de tactique, rétablir le moral de l'armée et conduire à la victoire.

Les mutineries alors ? Un simple incident de parcours dû à un mauvais état major. C'est comme cela qu'on veut nous présenter les choses.

Mais les mutins de 1917, étaient-ils tous, à l'image des cinq anciens combattants comme le voulait la bourgeoisie, voyant dans la boucherie impérialiste, «des maladresses meurtrières de mauvais généraux» et vite revenus dans le droit chemin sous la bonne direction de Pétain ?

Si le «ras le bol» a été la cause essentielle des mutineries évoquées dans les débats, faut-il pour autant nier tout caractère politique au mouvement de révolte qui s'est manifesté durant la guerre de 14-18 ? Il est vrai que la thèse du «complot pacifiste» a été avancée par la bourgeoisie pour éviter de remettre en cause certains de ses généraux. Et la propagande contre la guerre impérialiste menée massivement avant le déclenchement de la guerre, s'était trouvée réduite du fait de la trahison des principaux dirigeants syndicaux et «socialistes». Mais la conférence du Zimmerwald l'avait relancée. Et des tracts et journaux comme le «Bonnet Rouge», l'«Humanité», le «Journal du Peuple» circulaient parmi les soldats. Ainsi d'autres témoignages présentent la mutinerie de Villers en Tardenois, par exemple sous un bien autre jour que le témoin des Dossiers de l'Écran. 2 000 soldats, drapeau rouge en tête, chantant l'Internationale, attaquent la mairie, molestent et menacent de mort le général Bulot traité «d'assassin et de buveur de sang». D'autres témoignages encore font état de manifestations nombreuses dans les gares et dans les trains de permissionnaires où les pacifistes et révolutionnaires avaient des contacts directs avec les soldats.

D'ailleurs, la bourgeoisie ne s'y trompe pas. Si l'émission a insisté à juste titre sur la répression sanglante des mutineries, elle a bien passé sous silence l'aspect politique de la répression pétainiste : dispersion des mutins dans les régiments «sûrs», reprise en mains dans les camps de repos, censure de la presse officielle, interdiction formelle de toute presse et propagande révolutionnaires.

S'il ne s'agit pas de présenter les mutineries de 1917 comme une lutte révolutionnaire consciente, on ne peut pas pour autant les réduire à de simples actes collectifs d'indiscipline. La question reste toute entière posée à la fin de l'émission et les historiens présents au débat n'ont contribué qu'à obscurcir. Pedroncini a bien rempli son rôle d'historien tel que les aime la classe dominante, en n'affirmant que ce qu'il a pu vérifier... dans les archives de la justice militaire (!). Quant au révisionniste de service, Jean Gacon, il n'a pas versé le moindre élément au dossier. Non content de nier toute composante politique aux mutineries, il a osé parler des aspects positifs de l'arrivée de Pétain.

Que tous nos lecteurs qui ont des témoignages directs ou indirects nous écrivent pour rétablir la vérité sur les Mutineries de 1917.

Joëlle FECLAZ

Voir à ce sujet un article intéressant du Peuple Français N° 10

Programme télé

JEUDI 20 JANVIER

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 40 - Nounours
18 h 45 - L'île aux enfants
19 h 00 - La lune papa. *Feuilleton*
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - La famille Cigale (2). *Feuilleton*
21 h 25 - L'événement
22 h 25 - Allons au cinéma
23 h 00 - TF 1 - actualités

A 2

18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les formations politiques
20 h 00 - Journal de l'A 2
20 h 30 - Le silencieux. *Film français d'espionnage de Claude Pinoteau (1972)*
22 h 00 - 100 000 images. *Magazine de cinéma*
23 h 00 - Journal de l'A 2

FR 3

18 h 45 - Raconte quand tu étais petite. *Emission pour les jeunes*
19 h 00 - Nettoyage de printemps
19 h 05 - Terroir 22
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre. *La banque du volontariat de Paris*
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Les vedettes féminines du cinéma français : Le mépris. *Film franco-italien de Jean-Luc Godard (1963)*
22 h 15 - FR 3 actualités

le quotidien du peuple

Carter président

LES DIFFICULTES DE LA SUPERPUISSANCE US

une "ere nouvelle" qui s'annonce mal

Aujourd'hui, Carter va entrer en fonction Depuis près d'un an, la politique de l'impérialisme américain a été hypothéquée par les élections, avec une campagne électorale qui a montré les contradictions et les hésitations de la bourgeoisie américaine. Dans ce pays frappé par la crise économique, mais qui aussi a du mal à se remettre de la crise de confiance dans l'Etat, consécutive à l'Indochine et à Watergate, alors que la stratégie de l'impérialisme US dans le monde est remise en question, Carter a su, dans une certaine mesure, rassurer. Face à Ford, maladroit, terne, lié à Nixon, il a pu donner l'image d'un homme nouveau, affirmant : «Je ne vous mentirai jamais», allant même jusqu'à se présenter comme un nouveau Roosevelt.

Depuis son élection, avec la préparation de son cabinet, on voit les limites du changement : il a choisi des hommes qui, dans leur majorité, ont servi Kennedy, Johnson, Nixon et Ford. Son programme économique et social est pour le moins inconsistant. Quant à la politique étrangère, les changements qui peuvent s'y faire jour ne font que refléter les contradictions et les difficultés déjà apparues pendant la dernière année, de l'administration Ford, particulièrement en ce qui concerne l'attitude à adopter face à l'URSS.

Nous n'aborderons, dans cette série d'articles, que quelques uns des principaux problèmes auxquels Carter va devoir faire face : crise économique, redéfinition de la politique extérieure, négociations SALT.

LA CRISE ÉCONOMIQUE

L'économie américaine a continué à stagner. En effet, au début de l'année 1976, la production industrielle avait connu une légère augmentation. Mais elle s'est constamment ralentie pendant l'année : 3 % d'augmentation au premier trimestre, 1,5 % au troisième trimestre ; au quatrième trimestre, la production a baissé (l'indice d'octobre étant retombé au niveau de juin). Il devient de plus en plus difficile pour l'impérialisme US de rejeter le poids de la crise sur les autres : les échanges commerciaux ont été déficitaires et risquent de le rester en 1977.

L'augmentation de la consommation de pétrole oblige par exemple les Etats-Unis à importer chaque année davantage de pétrole : 37 % en 1975, plus de 40 % en 1976. La hausse des prix, qui avait marqué un palier au début de l'année, a repris pour atteindre 0,9 % en décembre. En prévision d'un éventuel «contrôle» des prix, les patrons ont augmenté l'acier et l'aluminium respectivement de 6 et de 10 %. C'est principalement par le chômage que la bourgeoisie américaine veut faire payer sa crise aux travailleurs. Depuis juin, le chômage s'est aggravé : il atteignait près de 8 % en décembre 1976, soit 7 millions 800 000 chômeurs. Ce sont les Porto-Ricains et les Noirs qui sont les premières victimes du chômage : ainsi, pour les jeunes noirs, le chômage atteint 50 % d'entre eux et même 75 % dans certaines villes.

Dans cette grande métropole impérialiste, où par ailleurs s'étalent le luxe et le gaspillage, c'est une véritable misère qui se développe : en 1975, 4 300 000 travailleurs étaient en chômage depuis si longtemps qu'ils n'avaient plus d'allocations de chômage ou d'indemnités. Ces chômeurs n'ont plus alors comme recours que les allocations familiales et divers systèmes d'«aides» organisés par les Etats : ce qui permet à peine à leur famille de survivre, tout en exerçant sur eux un contrôle sévère pour les empêcher de se révolter. Les statistiques officielles avouent qu'en 1975, 12,3 % de la population, c'est-à-dire 25 900 000 personnes, vivaient au niveau ou en dessous du revenu officiellement reconnu comme celui de la pauvreté (parmi les noirs, 31 % vivent dans ces conditions).

Les Porto-Ricains : colonisés, surexploités

Porto-Rico est une île des Caraïbes colonisée par l'impérialisme américain et donc Ford —c'était la dernière trouvaille de sa présidence— a proposé qu'elle devienne un Etat, pour ajouter une étoile au drapeau yankee.

L'exploitation coloniale ruinant l'agriculture, a forcé 1 700 000 Porto-Ricains à émigrer aux Etats-Unis pour y chercher du travail. Comme les noirs, ils sont victimes de l'oppression et de la ségrégation racistes dans les usines et dans l'enseignement : 60 % ont des emplois de manœuvres et d'OS ; en effet beaucoup ne savent ni lire, ni écrire l'anglais, ce qui leur interdit un emploi qualifié. Les Porto-Ricains sont touchés au moins deux fois plus que la moyenne par le chômage : 25 % des familles ne vivent que par le «welfare», c'est-à-dire l'aide de l'Etat. Avec les noirs et les Chicanos (Mexicains), c'est une catégorie de travailleurs opprimée et surexploitée qui joue un rôle particulièrement important dans les luttes.

REPRISE DES LUTTES

La reprise de l'inflation et de l'augmentation du chômage à partir de juin 1976 a été marquée par un regain des luttes des travailleurs à l'occasion de la renégociation de contrats annuels, et des grèves sauvages : grève des travailleurs des hôpitaux de New-York, des mineurs de charbon et des travailleurs du caoutchouc en août, grèves de Ford et de Chrysler en septembre et octobre. Mais les syndicats, en général, acceptent des contrats qui revalorisent les salaires en-dessous du rythme de la hausse des prix. A tel point que les publications officielles de l'Ambassade des USA en France reconnaissent que, compte-tenu des gains de productivité, il y a baisse du salaire réel en 1975 et 1976, et disent franchement : *«Une telle discipline de la population salariée constitue à n'en pas douter un atout essentiel pour les Etats-Unis».*

La misère dans une rue de New-York rebaptisée «Lane of socialism»

Les directions syndicales américaines, transformées depuis de longues années en instruments de collaboration de classe et en rouages du système d'exploitation, avaient promis à Ford la «paix sociale» pour 1976. Elles seront pour Carter des complices très proches, puisque Meany, dirigeant de l'AFL-CIO et les autres dirigeants ont appelé à voter pour lui.

Car si Carter a gommé son image de raciste et de patron de choc pour chercher dans sa campagne le soutien des dirigeants syndicaux et de personnalités noires, ce n'est pas simplement pour avoir des voix, c'est aussi pour avoir de meilleurs atouts, pour faire accepter la crise aux travailleurs. Dès novembre 1976, Meany déclarait qu'il accepterait un «contrôle volontaire des salaires et des prix». Mais, au fur et à mesure que la baisse du niveau de vie va s'accroître, l'opposition des travailleurs à Meany - Carter, et leur politique de blocage des salaires doit se développer. La renégociation des contrats de la chimie, du textile et de la métallurgie qui doit intervenir dans les premiers mois de 1977 constituera un test pour l'application de la politique anti-ouvrière de Carter.

«Nous ne travaillerons pas pour des cacahuètes»

(Carter est un milliardaire de la cacahuète)

Le 14 juillet, à l'ouverture de la Convention Démocrate qui devait désigner Carter, 10 000 travailleurs et travailleuses des hôpitaux de New-York venaient manifester devant le Madison Square Garden sévèrement gardé par les flics. Pendant des heures, les délégués ont pu entendre leurs mots d'ordre : «Pas de contrat, pas de travail !», «Ne tombez pas malade à New-York !», «Nous ne travaillerons pas pour des cacahuètes !» Les 35 000 travailleurs des hôpitaux de New-York étaient alors en grève pour leurs revendications de salaires et pour l'emploi. Ils subissent directement les conséquences de la crise dans l'Etat de New-York qui s'est déclaré en faillite et entend liquider tous les avantages sociaux acquis. Cela signifie que les fonds alloués aux hôpitaux sont bloqués au niveau de 1975. Même si beaucoup de travailleurs ont voté pour Carter, en pensant que c'était un moindre mal, ces manifestations ont montré qu'ils n'en attendaient pas beaucoup et qu'ils n'étaient pas prêts à accepter des sacrifices en échange de ses promesses.

Les dirigeants syndicaux devaient faire reprendre les travailleurs après un accord qui consentait une augmentation de 4 % (ce qui ne rattrape pas la hausse des prix) et un simple recul de la date des licenciements prévus.

LES «SOLUTIONS» DE CARTER

Pendant sa campagne électorale, Carter promettait dans les quatre ans, de ramener le chômage à 4 %. Aujourd'hui, il promet modestement de le faire passer à moins de 7 % pour arriver à 6 % à la fin de 1978, encore ajoute-t-il que ce plan ne pourra être efficace si la crise persiste au niveau mondial ! Carter a annoncé un plan de «relance modérée» qui comprend des réductions d'impôts et de taxes pour les particuliers et surtout pour les patrons et une augmentation des dépenses de l'Etat pour créer des emplois ; mais les 240 000 emplois qu'il promet, pour 1977 compenseront-ils les licenciements décidés par les Etats en 1976, en particulier chez les travailleurs des municipalités et de la santé ? D'autre part, Carter compte améliorer et développer au niveau fédéral le système d'aide et d'allocations pour les chômeurs : ce qui signifie qu'il compte bien en fait s'installer dans le chômage ; mais il veut en même temps contrôler plus étroitement les travailleurs soumis à ce régime : il a dénoncé pendant sa campagne le «gaspillage» de l'aide médicale et des allocations familiales.

Avec ce programme, Carter, s'il n'obtient pas de résultat, atteindra au moins un record historique : celui du déficit du budget de l'Etat, plus de 72 milliards de dollars, alors que déjà l'année dernière, il était de 66 milliards et que les dettes fédérales atteignaient déjà 616 milliards (le total des recettes fiscales de deux années). Carter continue donc à tenter de remédier aux conséquences de la crise en vivant à crédit.